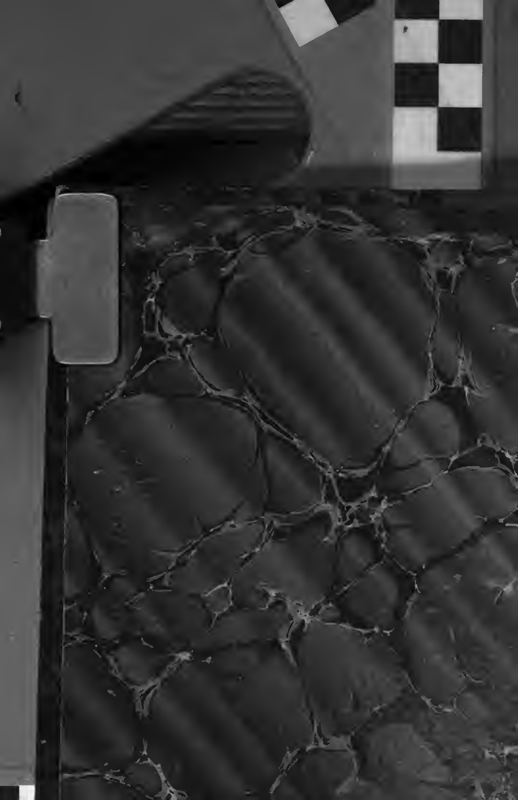

Stanford
3 6105




Stanford
3 6105







DU CARACTÈRE BELLIQUEUX DES FRANÇAIS

ET DES

CAUSES DE LEURS DERNIERS DÉSASTRES

PARIS. — TYP. DE CH. MEYRUEIS
RUE CUJAS, 13. — 1872.

DU CARACTÈRE BELLIQUEUX DES FRANÇAIS

ET DES

CAUSES DE LEURS DERNIERS DÉSASTRES

PAR

LE GÉNÉRAL JÉROME ULLOA

Traduit de l'italien avec l'autorisation expresse de l'auteur

PAR J.-ERNEST MOULLÉ

AVEC DES NOTES ET UNE INTRODUCTION DU TRADUCTEUR

> Ce sont ces mêmes Français... qui... descendus en Italie, en 1859, écrasent à Montebello, Palestro, Magenta, Melegnano, Solferino, ces Allemands qu'aujourd'hui on prétend leur être d'une nature si supérieure.
>
> (Général ULLOA.)

PARIS

SANDOZ ET FISCHBACHER, ÉDITEURS

33, RUE DE SEINE ET RUE DES SAINTS-PÈRES, 33

1872

INTRODUCTION DU TRADUCTEUR

Deux mobiles principaux m'ont poussé à entreprendre de faire connaître au public français les remarquables études du général G. Ulloa sur la guerre franco-allemande (1). En premier lieu le grand intérêt qu'il y a pour nous de savoir le jugement que les étrangers impartiaux portent sur nos revers et leurs motifs, intérêt qui s'accroît puissamment, quand à l'impartialité, le juge joint une incontestable compétence. Le général Ulloa réunit à un haut degré ces qualités; il a de plus eu le rare mérite de ne pas attendre l'accomplissement des faits pour tirer les conséquences des situations et nous jeter le cri d'alarme.

Peu sympathique à la France au début de la guerre, vu son rôle d'agresseur et les dangers que des succès napoléoniens auraient créés à la cause démocratique, mais, cependant, croyant que notre nation est, malgré tout, le plus puissant instrument de la rénovation des peuples et que son écrasement serait, pour de longues années, celui de la civilisation même, il ne cessa, dès nos premiers revers, de nous avertir des périls où pouvait nous précipiter l'incapacité militaire absolue du vaniteux sénile qui prétendait commander en chef. Longtemps à l'avance il prévit le désastre de Sedan et ne ménagea pas les conseils. Conseils inutiles, hélas! parce qu'ils étaient

(1) Cette traduction devait paraître en janvier. Des circonstances indépendantes de ma volonté en ont retardé l'apparition.

ignorés du plus grand nombre et dédaignés ou repoussés par ceux qui, les connaissant, étaient aveuglés par leur sotte présomption ou avaient intérêt à dissimuler leurs lâches complaisances.

Après Sedan son affection pour notre malheureux pays reparut tout entière : non content d'indiquer un excellent plan de guerre révolutionnaire, il offrait immédiatement, et sans conditions, ses services au gouvernement de la défense nationale. Est-il utile d'ajouter qu'il ne reçut nulle réponse? Comment ceux qui n'acceptaient qu'à contre-cœur Garibaldi et faisaient sourde oreille aux offres généreuses des républicains espagnols auraient-ils prêté attention à la demande de l'illustre défenseur de Venise? Un homme qui avait combattu avec gloire les Allemands et qui, pour ce fait, avait passé dix ans dans l'exil, devait s'attendre au dédain des parvenus de robe que les circonstances nous infligeaient. Il ne lui manqua pas... et après plusieurs lettres inutiles le général dut rentrer tristement dans sa retraite...

La bienveillance du général Ulloa envers la France m'amène au second des motifs déterminants dont j'ai parlé en commençant.

Avant la guerre j'étais presque cosmopolite; depuis nos défaites je ne suis plus que Français, et je serai tel, et rien que tel, tant que mon pays sera un objet de pitié, ou de mépris affecté. Je porte ce sentiment à un si haut point que plutôt que de voir la France solliciter des secours ou des alliances je préférerais l'entendre dire :

Moi seule et c'est assez!

La France vaincue implorant l'amitié des peuples

ou des gouvernements!! Ah! nous laisserons, je l'espère, ce rôle à nos tremblants vainqueurs, il est au niveau de leur platitude.

Mais, si je crois qu'il est de notre dignité absolue de ne chercher personne, je crois aussi que c'est un devoir national d'accueillir à bras ouverts, de remercier avec effusion, ceux qui, sympathisant avec nos maux, et souvent en souffrant presque autant que nous, ont travaillé de la parole et de l'action pour les prévenir, les soulager, ou les partager. Je crois encore que c'est un devoir pour chacun de nous que de signaler, quand il le peut faire, à ses compatriotes, les sympathies qui se sont affirmées et qu'ils ignorent. Si, pour l'Italie, la tâche n'est malheureusement pas longue, — ce qui tient à des causes multiples que ce n'est point le lieu d'examiner ici — c'est une raison de plus pour témoigner ici hautement notre reconnaissance à ceux qui ont eu le courage de remonter un courant qui nous était hostile et d'affirmer énergiquement leurs prédilections.

Trois se sont signalés — j'entends parmi les illustrations. Ce nombre est restreint : pour ceux cependant qui savent peser les suffrages il suffit à consoler de bien des ingratitudes.

Le premier — je n'en parle que pour mémoire, car toute la France connaît ses actes, — est Garibaldi dont la voix puissante a fait accourir à notre aide des milliers de volontaires, malgré les obstacles opposés par le gouvernement italien et l'inertie complète du gouvernement français. Le second est Mauro-Macchi, l'infatigable publiciste socialiste, qui, en janvier 1871, adressait aux prétendus philosophes

humanitaires allemands la plus écrasante confutation de leurs sophismes intéressés (1), et, dans tous ses écrits, ne se lassait pas d'accumuler les preuves de la froide férocité teutonique. Le troisième est le général Girolamo Ulloa. J'ai indiqué plus haut ses intentions à notre égard pendant la guerre. Après avoir lu le présent ouvrage et les notes à l'appui, le lecteur appréciera si, après Sedan, la France était pourvue de tant de capacités militaires que l'épée d'un homme de si haut mérite fût à mépriser.

Quant aux Français, dignes de ce nom, qui n'ont pas encore compris Sedan et Metz, qu'ils lisent ce qu'en pensait, voici déjà un an, un étranger bon juge en ces matières, qu'ils méditent ces pages si terribles dans leur modération, et peut-être ensuite se demanderont-ils comment il est toujours des êtres, qui se disent éclairés, assez dénués de vergogne pour s'avouer bonapartistes, et comment aussi il se fait que l'homme de Metz n'ait pas expié son forfait.

De ma traduction en elle-même il ne m'appartient de rien dire, sinon qu'elle rend exactement les idées de l'auteur. A ceci j'ai un mince mérite : le général Ulloa, qui possède remarquablement notre langue, ayant bien voulu m'aider de ses conseils.

Florence, avril 1872.

J.-Ernest Moullé.

(1) *I Dottrinarii d'Alemagna*. Milan, janvier 1871. — J'espère pouvoir, quelque jour, donner aux lecteurs français une idée de cet ouvrage, petit de volume, mais grand de cœur et de talent.

PRÉFACE DE L'AUTEUR

Pendant dix ans, en dehors du tourbillon des événements et étranger aux luttes politiques, j'ai vécu au milieu des douceurs, non enviées, de mes pacifiques études. Je me déterminai à en sortir pour émettre, sur la dernière guerre, quelques considérations qui furent publiées en divers fragments. Suivant les circonstances (1), cette détermination naquit de mon désir de voir juger en Italie les choses après mûr examen et non par sentiment, à la suite des calculs pondérés et non avec une partiale précipitation.

(1) Voir note A à la fin du volume. (N. du T.)

Nos aïeux firent des guerres glorieuses, parce qu'ils se prémunissaient soigneusement : ils apprêtaient avec prudence et sagesse, pesaient toutes les chances, étudiaient leurs ennemis et ne les méprisaient pas, nouaient de sûres et solides alliances. Des triomphes de la Révolution française nous vint cette insolente présomption de tenir pour peu nos adversaires, de croire tout possible à l'impétuosité populaire et de ne faire presque nul cas des fortes institutions militaires, de la discipline, des découvertes de la science ; toutes choses d'autant plus nécessaires aux jeunes armées qu'elles manquent nécessairement de traditions guerrières. Cet orgueil national, quelles que soient les causes qui l'ont entretenu, a souvent engendré jusqu'à nos jours de lamentables désastres.

C'est pourquoi il m'a paru œuvre d'honnête citoyen de raconter les vicissitudes de la guerre franco-allemande et je l'entreprends

avec d'autant plus de confiance que je me suis toujours dans le passé

Abstenu de serviles flatteries
Et de lâches outrages (1).

Si, à défaut d'autre résultat, je parviens à mettre un frein aux insolences — lesquelles constituent un péril — d'une certaine presse, je me considérerai comme amplement récompensé car, je le répète, avec sang-froid et réflexion il faut peser les guerres et les alliances et non pas affronter les unes ou dédaigner les autres par fol entraînement.

(1) Scevro di servo excomio
E di codardo oltraggio.

MANZONI. — *Il 5 Maggio* (N. d. T.)

DU

CARACTÈRE BELLIQUEUX

DES FRANÇAIS

ET DES

CAUSES DE LEURS DERNIERS DÉSASTRES

PREMIÈRE PARTIE

Les désastres soufferts par la France, à la suite de la lutte soutenue contre l'Allemagne, ont justement épouvanté l'Europe. Il n'est aucune puissance, petite ou grande, qui n'en ressente déjà, ou ne s'attende à en ressentir, le contre-coup. C'est que toutes sont attachées à la France par des liens d'intérêt, toutes se

trouvent, par leurs conditions propres, directement ou indirectement enveloppées dans son sort.

Au milieu donc des grandes calamités de la guerre franco-prussienne, et dans le heurt de tant d'intérêts bouleversés ou qui menacent ruine, ressort le besoin d'examiner les faits, d'en éclaircir les causes, d'en tirer d'utiles enseignements. Dans l'ordre politique cette guerre est une grave leçon pour les peuples et pour les princes : à ceux-ci elle montre les terribles conséquences des ambitions désordonnées; à ceux-là les sévères disgrâces auxquelles sont exposées les nations peu jalouses de leurs droits. L'étude des péripéties d'une lutte si féconde en faits imprévus et extraordinaires serait aussi très-profitable au progrès de l'art militaire (et comment ne pas se préoccuper des choses de la guerre quand désormais au sort des batailles sont attachés les intérêts vitaux des nations?) L'importance des faits d'armes survenus entre la Prusse et la France, celle, probablement plus grande en-

core, des faits économiques qui se préparent, et peut-être s'accompliront prochainement, doivent inviter les esprits à méditer profondément sur cette guerre si surprenante, sur les causes qui l'ont engendrée et sur les conséquences qui en pourront découler.

Quant à nous, nous n'entreprendrons pas une aussi vaste tâche : nous nous bornerons à jeter, dans un aperçu rapide, quelques réflexions dont puissent tirer profit les gens studieux, curieux des choses de la guerre ; car, nous sommes convaincu que le seul flambeau qui puisse porter la lumière dans les sciences de cet ordre, c'est l'observation raisonnée des événements survenus.

« Les principes de la guerre, a dit Napoléon Ier, sont ceux qui ont dirigé les grands capitaines dont l'histoire nous a transmis les hauts faits : Alexandre, Annibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne, le prince Eugène, Frédéric le Grand. » Et autre part il ajoute : « Faites la guerre offensive comme Alexandre, Annibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne,

le prince Eugène et Frédéric; lisez, relisez l'histoire de leurs quatre-vingt-huit campagnes, modelez-vous sur eux, c'est le seul moyen de devenir grand capitaine et de surprendre les secrets de l'art : votre génie ainsi éclairé vous fera rejeter des maximes opposées à celles de ces grands hommes. » Aussi a-t-on toujours senti le besoin d'étudier la guerre aux diverses époques de l'histoire : de l'antiquité aux invasions des barbares, de la chevalerie à la Réforme, de la Révolution française à nos temps. De cette façon, seulement peuvent se déduire les vrais principes de l'art de livrer les batailles; et de plus on voit comment les maximes doivent être appliquées sur le terrain selon la nature des armées, des temps et des lieux.

En étudiant soigneusement les faits récents, une erreur, que nous estimons pernicieuse, se détruira d'elle-même : celle de croire à l'inauguration de principes de guerre jusqu'à présent ignorés. Certains, ne se rendant pas clairement compte des motifs des désastres

subis par les Français réputés invincibles, les ont accusés d'être un peuple dégénéré, n'ayant qu'une armée mal organisée et des états-majors ignorants. C'est à cela qu'ils ont attribué leur tactique indécise, leurs erreurs stratégiques, le peu d'efficacité de leur mode d'espionnage, les fautes et les félonies qui ont été commises. Et comme, des qualités qu'ils retiraient aux Français, ils faisaient largement don aux Allemands, à de grands événements ils ont trouvé des explications superficielles ou erronées.

Mais en admettant même que l'armée prussienne possédât cette supériorité d'organisation, de discipline, d'instruction et d'administration, sur l'armée française, en lui concédant encore des officiers d'état-major plus instruits, une artillerie à plus longue portée (et de fait cette portée est plus grande d'environ mille mètres que celle de l'artillerie française), plus d'habileté dans l'espionnage — qui est l'œil des généraux — tous ces avantages pouvaient être contre-balancés. En effet, l'armée fran-

çaise avait des soldats plus alertes et plus perspicaces, un fusil, — le chassepot, — supérieur au fusil Dreyse, de plus grandes facilités pour les vivres, les dépôts de l'Etat à proximité, une meilleure connaissance des lieux, enfin aide et intelligences parmi les populations.

On a dit d'autre part, et on persiste encore à dire, que la cause des splendides victoires de l'armée prussienne doit être attribuée, sinon exclusivement du moins pour la plus grande partie, à la rapidité avec laquelle la Prusse put mobiliser ses forces et les porter en quinze jours sur le Rhin. D'où il s'ensuivrait que les défaites des Français proviennent d'une défectuosité dans l'organisation militaire, laquelle les empêcha de se trouver en temps opportun concentrés sur les frontières. Mais, est-ce que, par hasard, Napoléon III, l'auteur de la guerre, ne pouvait la différer assez pour que ses troupes fussent prêtes à affronter l'ennemi ? C'est à d'autres, et bien plus grandes causes qu'il faut attribuer des revers si nombreux et si imprévus.

Les publicistes et les moralistes, voulant les expliquer, ont prétendu qu'une philosophie empoisonnée et une littérature corruptrice avaient engendré un peuple vain, avide de fortunes rapides et de plaisirs matériels, au milieu duquel vivait une armée, crainte, mais déconsidérée. Conséquemment la France ne formait plus qu'une société abâtardie et dégradée. D'un autre côté, ceux qui prêchent le progrès indéfini, ne répugnaient pas à la contradiction de considérer comme loi éternelle qu'à la vie succède nécessairement la mort chez les nations comme chez les individus et que, fatalement, l'esprit belliqueux avait dû s'éteindre en France et son peuple perdre peu à peu ses antiques qualités. En revanche, l'Allemagne jeune, forte, intelligente, courait rapidement à l'apogée de sa grandeur.

Les systèmes préconçus aveuglent-ils donc à ce point que l'on puisse pousser ainsi à l'extrême la thèse de la « Grandeur et la Décadence des nations (1) » de G. B. Vico ! Un tel

(1) Corso e ricorso delle nazioni. (N. du T.)

jugement nous semble fort étrange, car il ne tient nul compte de ces huit siècles de gloires en tous genres pendant lesquels la France s'est élevée à une telle hauteur, et il menacerait de la conduire aux derniers confins de la barbarie. Si l'on veut une appréciation sur la grandeur française, que l'on écoute ce que Frédéric II (1) dit de la philosophie et des belles-lettres en Angleterre, en France et en Allemagne :

« La liberté de penser dont jouit l'Angleterre avait beaucoup contribué aux progrès de la philosophie. Il n'en était pas de même des Français : les ouvrages de leurs philosophes se ressentaient de la contrainte qu'y mettaient les censures théologiques. Un Anglais pense tout haut, un Français ose à peine laisser soupçonner ses idées. En revanche les auteurs français se dédommageaient de la hardiesse qui était interdite à leurs ouvrages, en traitant supérieurement les matières de goût et tout ce qui est du ressort des belles-lettres ; égalant par la politesse, les

(1) *Histoire de mon temps.* (Note de l'auteur.)

grâces et la légèreté tout ce que le temps nous a conservé de plus précieux des écrits de l'antiquité. Un homme sans passion préférera la *Henriade* au poëme d'Homère. Henri IV n'est point un héros fabuleux; Gabrielle d'Estrées vaut bien la princesse Nausicaa. L'*Iliade* nous peint les mœurs des Canadiens, Voltaire fait de vrais héros de ses personnages, et son poëme serait parfait, s'il avait su intéresser davantage pour Henri IV en l'exposant à de plus grands dangers. Boileau peut se comparer avec Juvénal et Horace; Racine surpasse ses émules de l'antiquité; Chaulieu, tout incorrect qu'il est, l'emporte sûrement, dans quelques morceaux, sur Anacréon; Rousseau excella dans quelques odes; et si nous voulons être équitables, il faut convenir qu'en fait de méthode, les Français l'emportent sur les Grecs et sur les Romains. L'éloquence de Bossuet approche de celle de Démosthène; Fléchier peut passer pour le Cicéron de la France, sans compter les Patru, les Cochin et tant d'autres qui se sont rendus célèbres dans le

barreau. La *Pluralité des Mondes* et les *Lettres persanes* sont d'un genre inconnu à l'antiquité; ces écrits passeront à la postérité la plus reculée. Si les Français n'ont aucun auteur à opposer à Thucydide, ils ont le *Discours* de Bossuet *sur l'Histoire universelle;* ils ont les ouvrages du sage président de Thou, les *Révolutions romaines* par Vertot, ouvrage classique, la *Décadence de l'Empire romain* de Montesquieu, enfin tant d'autres morceaux, ou d'histoire, ou de belles-lettres, ou de commerce, ou d'agrément, qu'il serait trop long d'en faire ici le catalogue. On sera peut-être surpris que les lettres, qui fleurirent en France, en Angleterre, en Italie, n'aient pas brillé AVEC AUTANT D'ÉCLAT EN ALLEMAGNE. »

Et plus loin, le roi philosophe s'exprime ainsi, en parlant de la littérature française comparée à l'allemande :

« Les Français étaient jaloux des Espagnols et des Italiens, qui les devançaient dans cette carrière, et la nature fit naître chez eux de ces génies heureux qui bientôt surpassèrent leurs

émules. C'est surtout par *la* méthode et par un goût plus raffiné que les auteurs français se distinguent... La plupart des savants allemands étaient des manœuvres, les Français des artistes. » Nous nous arrêtons ici : il nous semble impossible que l'on puisse dire rien de plus fort.

Personne, certes, ne peut nier que les lettres et les sciences n'influent puissamment sur les agissements militaires d'un Etat. Pour tous il est clair que les lettres et la philosophie adoucissent les usages, et, nul n'ignore que les formes de la guerre se modifient suivant la civilisation des peuples.

Mais on peut se demander comment il se fait que l'Allemagne, qui possède une philosophie et une littérature si supérieures, un ensemble de mœurs si douces et si aimables, soit tellement dépourvue de pitié — pour ne pas dire plus — dans ses guerres ! Dans la dernière, des villes furent saccagées, les campagnes dépeuplées, il y eut des incendies, des supplices, des dévastations : Strasbourg, Bitche,

Thionville, Bazeilles, Châteaudun, etc., etc., sont là pour en témoigner; des citoyens furent enlevés comme otages, d'autres placés sur des locomotives à côté des mécaniciens pour servir de bouclier aux soldats. Et avec quel arbitraire et quelle violence n'arracha-t-on pas de lourds impôts? Quand donc vit-on peuple aussi civilisé, grâce aux lettres et à la philosophie, faire peser sur une terre étrangère domination aussi avide et aussi inexorable? Oh! l'Italie devrait s'en rappeler, ou tout au moins ne pas oublier le Spielberg! Nous pouvons donc dire que les lettres s'arrêtent à la superficie : elles s'ajoutent aux bonnes qualités mais n'améliorent pas les instincts.

Et ce n'est pas seulement chez les Allemands que l'on peut noter ceci. Malgré les lettres, les sciences et la civilisation, les Anglais n'ont pu vaincre la dureté de leur nature; en dépit des Bolingbroke et des Newton, dans la guerre leurs armées sont sans pitié. Témoins les faits de Saint-Denis du Canada, les expéditions contre les Caffres, les massacres barbares de

l'Hindoustan. Ni, récemment, les Espagnols en Amérique, ni les Russes dans le Caucase, ni même les Français en Afrique ne se sont montrés plus humains. Et aujourd'hui encore l'Europe reste interdite et consternée devant la lueur des incendies de Paris où vient d'avoir lieu une lutte d'une férocité inouïe. Ah! c'est à bon droit que Macaulay disait en 1852 aux électeurs d'Edimbourg : que la civilisation pourrait elle-même engendrer les barbares qui la détruiraient !

La victoire appartint toujours aux bons chefs qui eurent des armées disciplinées; cette vérité est rendue évidente, non-seulement par les guerres de notre temps, mais par les guerres anciennes. C'est pour cela que l'empire romain, malgré les vices si profonds et si nombreux qui le rongeaient, malgré le barbare gouvernement des Césars, conserva pendant des siècles ses conquêtes. Les Parthes, les Daces, les Pannoniens furent vaincus parce qu'il y eut encore Adrien, les Trajans, Alexandre-Sévère et Antonin. Quand ensuite

les armées ne se composèrent plus seulement d'Italiens, quand la milice fut abhorrée des habitants de l'empire, les barbares l'envahirent et le soumirent. La chute de Byzance semblerait prouver l'abaissement du peuple par une littérature vide de sens, mais certainement les Turcs de Mahomet II n'étaient pas plus versés dans la philosophie que les précédents barbares venus en Italie.

Dans les temps modernes la petite et pauvre Suède eut des armées victorieuses avec Charles XII et Gustave-Adolphe; Pierre Ier de Russie mit à la tête des siennes des généraux choisis et vainquit les Suédois et les Turcs. Ces derniers mêmes, sous Soliman II, ont menacé la civilisation et l'indépendance de l'Europe qui cependant n'avait pas encore été corrompue par une philosophie empoisonnée. Terminons en disant : que l'empire de Charles VI fut puissant tant que vécut le prince Eugène et alla en déclinant après sa mort; que Frédéric II rendit glorieuses et redoutées les armées prussiennes et que la seule bataille

d'Iéna détruisit presque la monarchie qu'il avait fondée.

Des diverses races qui se partagent l'Europe, les Français formaient certainement la plus compacte et la plus puissante. On les prendrait pour les Gaulois du temps de Jules César, tant ils retiennent encore les qualités et les défauts de leurs aïeux : légèreté dans les conseils, courage, passion des armes, caractère communicatif, esprit ingénieux à discuter et à philosopher, hardiesse dans toutes leurs entreprises qui en guerre arrive souvent à la suffisance et à la témérité. C'est spécialement cet instinct belliqueux qui a rendu les Français enclins à la guerre et valeureux sur tous les champs de bataille, où fréquemment la fortune leur a souri.

En fait, de tous les peuples qui ont succédé aux Romains, les Français, depuis Pépin et Charlemagne, ont été incontestablement les plus guerriers. Laissant de côté les guerres de la féodalité, celles des invasions, les croisades qui montrent l'instinct batailleur mais n'ont

rien à faire avec l'art de la guerre, laissant aussi les guerres de religion qui travaillèrent longtemps la France, nous arrivons à l'expédition de Charles VIII en Italie, puis au temps de la Renaissance, où l'on admire les exploits de François I[er]. Au dix-septième siècle, nous voyons la grande monarchie de Louis XIV dont le règne forme une des époques les plus mémorables dans les annales militaires. Louis XIV, avec peu de moyens et beaucoup de gloire, n'ayant que des approvisionnements restreints, de maigres finances, une population pauvre et peu nombreuse, mais aidé de l'épée de Turenne et de Condé, qui signalèrent leurs noms par leurs glorieuses entreprises, créa la puissance la plus merveilleuse et la plus respectée d'Europe, étendant ses conquêtes autant que l'avait fait Charles-Quint.

A cette époque encore surgit en France, en même temps que les habiles généraux Vendôme et Villars, le plus grand des ingénieurs militaires, Vauban qui, après avoir créé tant de places fortes, inventa le moyen de les sub-

juguer et assura ainsi la suprématie de l'attaque sur la défense.

Et cependant, dans ce même temps, la corruption des mœurs était grande, et Versailles, la ville du grand roi, était le temple du sybaritisme français !

Que dire aussi de la dissolution des mœurs sous la Régence et le règne de Louis XV ? Eh bien, malgré la longue paix que la France avait goûtée depuis Louis XIV ; l'interruption dans la série des généraux habiles ; la politique du cardinal Fleury, plus désireux de finances florissantes que de combats ; la misérable condition du peuple français, pauvre, obéré, et par contre l'opulence de Paris qui égalait la somptuosité de la Rome de Lucullus, et qui avait énervé les Parisiens par la mollesse et la volupté ; quoique le prince qui gouvernait la France fût débile et plongé dans la débauche, et le commerce ruiné par la rivalité des Anglais, antagonistes et très-puissants, la passion belliqueuse des Français n'était ni éteinte ni affaiblie. Avec la même ardeur qu'ils

mettaient à poursuivre les plaisirs, ils couraient des théâtres et des bals sur le champ de bataille.

Aussi, dans cette période de décadence militaire et de mœurs efféminées, vit-on les Français triompher en Italie et en Allemagne et dominer les cours de Vienne, Madrid et Stockholm. La France de Louis XV, dans la première moitié du dix-huitième siècle continuait à être l'arbitre de l'Europe. Ses armes, surtout la marine, ne s'illustrèrent pas moins sous le règne de Louis XVI.

Sur la fin du dix-huitième siècle éclate la Révolution, et immédiatement du sol de la France surgit un essaim de valeureux généraux: Carnot, Kléber, Moreau, Hoche, Brune, Joubert, Jourdan, Dumouriez, qui avec des armées improvisées, des soldats jeunes et indisciplinés, s'emparent de la Flandre, de la Hollande, de la Savoie, sans compter toute la rive gauche du Rhin. Puis apparaît le jeune général Bonaparte, et bientôt les Alpes, cette gigantesque barrière qui sépare l'Italie de la

France et qui trois ans auparavant avait arrêté les républicains, sont franchies.

Où n'arrivèrent pas alors les aigles françaises ? par combien d'éclatants triomphes signalèrent-elles leur vol ? Cependant remarquons que, pendant que Bonaparte guidait une armée en Egypte, les Français furent vaincus en Italie, et ce pays perdu pour eux. Tant vaut la présence d'un homme ! Ce que n'avaient su faire les philosophes allemands, ni les artistes italiens, les hordes semi-barbares russes l'exécutèrent parce qu'elles étaient conduites par un habile général. De même, les Anglais, battus en Egypte, en Hollande et en Espagne, battent à leur tour les Français en Portugal, en Espagne, à Toulouse et à Waterloo quand ils sont guidés par Wellington qui, comme l'archiduc Charles, fut le Fabius du dix-neuvième siècle.

Vaincus enfin par l'Europe coalisée, les Français ne perdent pour cela rien de leur esprit militaire ; ils battent les Espagnols en 1823, occupent Alger en 1830, font capituler

la citadelle d'Anvers en 1831; ensuite remportent en Afrique, de nombreuses victoires, notamment celle de Constantine et d'Isly, et au Mexique réduisent le fort Saint-Jean d'Ulloa.

Nous voici finalement parvenus au règne de Napoléon III qui, pour la corruption, rappelle l'époque de la Régence et de Louis XV.

Or, si ce qu'écrivent les Prussophiles et les *Misogalles* était vrai, les Français durant le second empire, c'est-à-dire quand le progrès des lettres et des sciences était interrompu, les mœurs gâtées par le despotisme, l'immoralité infiltrée dans toutes les classes de la société, auraient dû se montrer faibles sur les champs de bataille. Cependant, tout au contraire, ils font preuve de plus de valeur que jamais. L'empire à peine ressuscité ils vainquent, en Crimée, les intrépides soldats de la Russie : luttent pendant dix-huit mois contre le climat, les difficultés de toute sorte, la peste, la faim, et contre des soldats nombreux et aguerris, avec un courage à toute épreuve et une constance incomparable. A l'Alma, ils n'attendent

pas que les graves et vaillants guerriers de la Grande-Bretagne entrent en ligne, pour s'élancer, impétueux sur l'ennemi et le tailler en pièces. A Inkermann ils sauvent les Anglais d'une ruine certaine. A Malakoff, tandis que les Anglais, hommes libres, de ferme propos, nourris d'une bonne littérature et d'une saine philosophie, sont rejetés en désordre dans leurs tranchées, les Français, eux, plantent leurs drapeaux sur le formidable boulevard de Malakoff.

Ce sont ces mêmes Français du second empire qui combattent avec mérite à Pékin, au Mexique, conquièrent la Kabylie, et, descendus en Italie, en 1859, écrasent à Montebello Palestro, Magenta, Melegnano, Solférino, ces Allemands qu'on prétend aujourd'hui leur être d'une nature si supérieure !

Il est bon de noter ici qu'en Crimée, dans la Kabylie, en Chine, au Mexique, les Français furent dirigés par d'habiles généraux, tels que Pélissier, Saint-Arnaud, etc., et pour cela triomphèrent : en Italie, Napoléon III, pour

la première fois, prit le commandement. Aussi, sans l'héroïsme de la garde impériale, sans l'habileté et la généreuse désobéissance de Mac-Mahon, ils auraient infailliblement été battus à Magenta. Et battus encore eussent-ils été à Solférino sans la vaillance de la division Niel et les fautes de l'état-major de l'empereur François-Joseph.

De tout ce que nous avons vu jusqu'ici, il résulte clairement que, quoique beaucoup de données puissent concourir à rendre les armées fortes et victorieuses, cependant les principales peuvent se réduire à deux : un habile général et un sage gouvernement.

Il en résulte en outre que le métier des armes n'est pas affaire de raison ou de philosophie, mais métier contre nature pour lequel il est nécessaire d'étouffer les inclinations philanthropiques. Si les mœurs sont trop douces les qualités militaires s'affaiblissent ; les belles-lettres, les arts et la philosophie ennoblissent les âmes mais ne sont pas les meilleurs ressorts pour animer les courages.

A l'appui de ceci il est bon de rapporter l'opinion du plus grand capitaine de notre siècle.

Napoléon, dans ses Mémoires, annotant l'œuvre intitulée : « *Considérations sur l'art de la guerre*, » — là où l'auteur discourt de l'influence qu'exercent les passions sur les troupes des diverses nations, et assure que le peuple esclave ne prend aucun intérêt à son chef, et en conséquence aucune part active à la défense de son pays, tandis qu'en revanche dans les Etats républicains les citoyens, enflammés par le patriotisme, opposent des obstacles toujours nouveaux aux progrès de l'ennemi — répond :

« Les Grecs, au service du grand roi, n'étaient pas passionnés pour sa cause ! Les Suisses, au service de France, d'Espagne, des princes d'Italie, n'étaient pas passionnés pour leur cause ! Les troupes du grand Frédéric, composées en grande partie d'étrangers, n'étaient pas passionnées pour sa cause ! Un bon général, de bons cadres, une bonne

organisation, une bonne instruction, une bonne et sévère discipline, font de bonnes troupes, indépendamment de la cause pour laquelle elles se battent. Il est cependant vrai que le fanatisme, l'amour de la patrie, la gloire nationale, peuvent inspirer les jeunes troupes avec avantage.

« La Russie et l'Espagne étaient-elles des Etats républicains? La Hollande et la Suisse des Etats despotiques? »

De tout ce que nous venons de voir il appert que les vraies causes des désastres des armes françaises ne doivent être recherchées ni dans la philosophie, ni dans la littérature, ni dans la prétendue loi de nature qui trace une courbe que les sociétés comme les individus gravissent jusqu'à l'apogée pour ensuite redescendre. Non, tout cela n'existe que dans la cervelle de certains savants qui, au lieu d'examiner les causes directes qui sont toutes militaires, s'en vont vaguer dans la sphère des abstractions. Ces raisons que nous avons exposées aux premiers bruits de guerre, puis

au fur et à mesure du développement des hostilités, nous les rassemblons en ce volume, par ordre chronologique, jusqu'à la capitulation de Metz avec laquelle le sort des armes françaises put se dire absolument décidé. Nous nourrissons l'espoir que nos observations stratégiques pourront être utiles aux militaires ; comme elles ont *précédé* les événements, et que ceux-ci les ont confirmées, elles ne laissent pas d'avoir acquis quelque importance. Nous insistons sur ce point, de l'antériorité de nos critiques, afin que le lecteur, qui, par aventure, remarquerait qu'elles coïncident, point par point, avec les faits accomplis et avec les réflexions, émises après coup par d'autres écrivains, ne nous qualifie pas de plagiaire, ou, pis encore, ne se gausse de nous pour avoir censuré les projets, les mouvements, les évolutions des Français, après avoir connu l'issue des combats et les desseins de l'armée prussienne.

A vrai dire c'est chose facile de discuter sur les opérations de la guerre, de critiquer, de

sentencier dans le silence et la quiétude du cabinet, loin des périls et du bruit, sans responsabilité, sans appréhension, étudiant sur de bonnes cartes les relations officielles, puis d'injurier les pauvres généraux qui, au milieu de la rumeur des armes, entourés d'obstacles, ignorants des forces, des positions et des intentions de l'adversaire doivent tout prévoir, à tout pourvoir et en un clin d'œil, improviser leurs dispositions pour lancer leurs troupes en avant ou rester sur la défensive.

Grâce à Dieu nous ne sommes pas de ces Aristarques comme on en rencontre tant aujourd'hui et qui plus encore que le mépris doivent exciter la pitié.

DEUXIÈME PARTIE

—

Pour bien faire comprendre les événements, et mettre en lumière les motifs principaux des désastres soufferts par les armes françaises, de Wissembourg à Metz, il convient de fournir quelques indications topographiques.

La frontière française peut être considérée comme fermée par deux fortes barrières : les Alpes et le Rhin. Cependant, entre ces deux obstacles se trouvent deux ouvertures : l'une qui s'étend de Huningue à Genève; l'autre, qui se rapproche plus de Paris, laissant la France vulnérable, de Lauterbourg à Dunkerque, sur une étendue de plus de cent lieues. On

peut considérer la défense de la France, du côté de terre, comme formée de deux murs isolés, séparés l'un de l'autre par une large brèche; puis, à partir du point extrême de l'un de ces murs ou trouve le vide absolu.

Les lignes des Alpes et du Rhin sont très-fortes : derrière les Alpes il y a le Rhône et les Cévennes; derrière le Rhin, la chaîne des Vosges, qui accompagne ce fleuve, à une distance moyenne de cinquante kilomètres, dans la direction du nord au sud, et s'étend depuis Belfort jusqu'au delà de Strasbourg, et ses contre-forts les monts Faucille situés entre Metz et Besançon. Ainsi, là où se trouve la défense naturelle de la France, cette défense s'appuie sur d'autres défenses accessoires et en conséquence ces parties de la frontière sont presque invulnérables.

Mais les côtés faibles, c'est-à-dire ouverts, sont en revanche très-faibles : ainsi, d'Huningue à Bâle et Genève on ne rencontre d'autre obstacle que la Saône; de Lauterbourg à Dunkerque des armées envahissantes peuvent

se diriger sur Paris sans se heurter à d'autres difficultés que celles que présentent les défilés de la forêt de l'Argonne. Fameuse dans les annales de l'histoire militaire, cette forêt — porte obliquement ouverte sur les grandes plaines de la Champagne — s'étend de Sedan à Passavant, couvrant un espace de treize à quatorze lieues.

Vauban, considérant qu'entre Dunkerque et Bâle la France forme un triangle dont la base est la ligne idéale passant par Nancy et Laon, avait tenté de fermer ces deux ouvertures en construisant un réseau de places fortes dans les mailles duquel l'ennemi dût se trouver paralysé.

Le second côté de ce triangle étant la forte ligne de l'Alsace, le Rhin de Bâle à Lauterbourg, et le troisième précisément l'ouverture nord, la frontière artificielle de Lauterbourg à Dunkerque, c'est là que se trouve la vraie défense de la France.

La République avait acquis à la France la place forte de Landau qui, avec Huningue, as-

surait le versant nord de la Seine, déjà garanti par la Saône. Mais les alliés, en 1814, pour maintenir toujours libre la voie aux invasions, reprirent à la France Landau, brisant ainsi une des mailles de son réseau défensif; ils démolirent Huningue, pour s'ouvrir la vallée de la Seine; ils prirent Sarrelouis, afin de pouvoir pénétrer librement dans la vallée de la Marne; ils lui enlevèrent enfin Philippeville et Marienbourg pour avoir accès dans la vallée de l'Oise. Ainsi par Landau les Prussiens pouvaient tourner la ligne de Wissembourg; par Sarrelouis ils paralysaient les places de Sierck et Thionville et menaçaient directement Metz. En possession de la place forte de Sarrelouis et de la position de Sarrebruck, ils isolaient Metz de Strasbourg et de Bitche et commandaient la ligne de la Moselle.

De ces considérations sur les frontières militaires françaises on conclut aisément que les Prussiens, voulant envahir la France, ne pouvaient choisir une *base d'opération* meilleure que celle offerte par le triangle dont le som-

met est Mayence et la base la Sarre, ce qui les amenait à prendre, comme ***front de leurs opérations***, la ligne de Sarrebruck-Wissembourg qui a un développement de cent kilomètres seulement. Par ce système, non-seulement ils n'avaient à parcourir que la plus courte ***ligne d'opération*** pour atteindre leur ***objectif de guerre*** : Paris, mais ils trouvaient en Landau et Sarrelouis deux fortes places comme pivots de leurs évolutions et soutiens dans leurs combats. Au besoin ils pouvaient en toute sécurité repasser sur la rive droite du Rhin protégés par leur tête de pont, et là, en cas de revers, s'appuyer sur Mayence avec chance de faire tourner la fortune. Des deux clefs donc, Metz et Strasbourg, qui ouvrent la porte aux invasions, les Prussiens devaient, indubitablement, préférer la première comme plus voisine de la partie de leurs frontières qui se rapproche de Paris, et de plus parce que de là partent des routes nombreuses et commodes qui conduisent aux principaux centres de l'intérieur de la France.

Il est vrai que les Allemands se concentrant à Bade, forçant le passage du Rhin supérieur et occupant Strasbourg, auraient dominé les vallées adjacentes du Rhin et du Rhône et qu'alors il leur eût été facile d'envahir la partie orientale de la France, conservant ainsi leurs communications *ferroviaires* entre la vallée du Rhin et l'Allemagne méridionale. Mais, outre la difficulté que présente l'opération de forcer le passage d'un aussi grand fleuve que le Rhin, en présence d'une armée qui le défend, pour s'avancer sur Paris, ils eussent eu à parcourir une longue *ligne d'opération* en présentant le flanc droit aux Français postés derrière la Moselle et les Vosges. Dans cette marche ils couraient grand risque d'être écrasés. En tout état de cause, dans leur marche sur la capitale, ils auraient été prévenus par les Français, et ils exposaient leurs provinces rhénanes à l'invasion. Au contraire, en rassemblant le gros de leurs forces dans le triangle susdécrit, en même temps qu'ils avaient possibilité de couper en deux les forces ennemies,

entre Metz et Strasbourg, ils dominaient la ligne de la Moselle, menaçaient de pénétrer dans la vallée de la Marne, et pouvaient tourner le flanc gauche des Français, dans le cas où ceux-ci eussent voulu tenter de forcer le passage du Rhin au-dessous de Strasbourg.

Si ce plan de guerre des Prussiens est la conséquence logique de l'état des frontières militaires de la France et de l'Allemagne, celui que devaient adopter les Français était encore plus manifeste, car il était subordonné à la politique qui contraignait la France à respecter la neutralité de la Belgique, du Luxembourg, aux conditions de la frontière, et aux dispositions offensives des Allemands.

Les Français voulant envahir l'Allemagne, et ne pouvant traverser le Rhin dans la partie de territoire appartenant aux deux Etats neutres susdits, devaient absolument forcer le passage du Rhin inférieur en s'appuyant sur Strasbourg, séparant ainsi l'Allemagne méridionale de l'Allemagne septentrionale. Laissant alors le territoire français sous la protec-

tion des places fortes et du patriotisme des habitants, ne s'inquiétant pas que l'ennemi débouchât sur la rive gauche du Rhin, ils auraient imité la manœuvre de Turenne qui, pendant que les Impériaux, commandés par Montecuculli, passaient sur la rive gauche de ce fleuve, passait lui-même sur la rive droite. Ils pouvaient ensuite marcher sur Francfort; de là remonter le Mein et envahir le Hanovre, séparant ainsi les forces prussiennes; ou bien appuyant à droite, par Bamberg et Gera, essayer de déborder la gauche des Prussiens et menacer Berlin.

Si cependant les Français n'avaient pas de forces suffisantes, ou manquaient de l'audace et de l'habileté nécessaires pour tenter une entreprise aussi grandiose, et que la prudence leur conseillât de rester sur la défensive, il convenait alors qu'ils gardassent simplement la ligne du Rhin et des Vosges et établissent le gros de leurs forces sur la Moselle. Ce fort affluent du Rhin prend naissance sur la pente occidentale des Vosges, près Mulhouse (qui cependant est sur le

versant opposé), décrit un immense arc dont la concavité est tournée au nord-est, passe par Remiremont, Epinal, Toul, Metz, Thionville, et entre dans le Luxembourg. Cette ligne, s'appuyant d'un côté à la chaîne impraticable des Vosges et de l'autre au Luxembourg, soutenu par les places fortes de Thionville, Metz et Toul, offre une position extrêmement favorable pour s'opposer à une armée qui, de la frontière du nord, veut marcher sur Paris.

Réciproquement, les Français pouvaient garder seulement la ligne de la Moselle pour ralentir de ce côté l'élan de l'ennemi, et concentrer leurs plus grandes forces entre le Rhin et les Vosges, menaçant son flanc gauche et ses communications. Dans cette position ils pouvaient accepter une bataille avec espoir de vaincre, car la nature des lieux, âpres et montueux, les favorisait et ils appuyaient leur droite au fort camp retranché de Strasbourg. Sur cet étroit échiquier les Prussiens n'auraient pu tirer grand avantage de leur supériorité numérique ni de leur nombreuse et intrépide ca-

valerie, et, d'autre part, ils ne pouvaient se risquer à pénétrer dans le cœur de la France laissant derrière eux l'armée française prête à envahir l'Allemagne méridionale. Cette armée, laissant derrière elle, Toul, Verdun et Sedan, et sûre de l'inexpugnable Paris, leur aurait coupé tout moyen de retraite.

Dans tous les cas, les forces destinées à la défense du Rhin et des Vosges devaient être considérées comme formant une armée indépendante sous une direction spéciale, et non comme un corps détaché subordonné au commandant des forces destinées à défendre la Moselle. Car, comme nous l'avons fait voir, par la nature de la frontière, l'ennemi placé sur la Sarre, en poussant une pointe sur le territoire français isolait les forces situées sur le Rhin de celles défendant la Moselle. Ces forces donc devaient être distinctes et former deux armées séparées, subordonnées seulement à la direction du chef suprême.

Il n'y a que les esprits supérieurs ou les généraux inexpérimentés qui osent s'écarter des

données de la logique militaire; le génie des premiers les rend supérieurs aux règles et souvent ouvre de nouvelles voies à la science, mais les seconds n'en violent pas impunément les lois.

Parmi ces derniers il faut ranger Napoléon III qui, subtil dans l'art de gouverner, stratégiste par occasion, mais sans aucune expérience des choses de la guerre, étranger aux champs de bataille et beaucoup trop confiant dans son entourage, rêva des plans invraisemblables et de faciles triomphes et vint se heurter à de grandes difficultés qui engendrèrent des désastres successifs.

Une brochure d'un officier de l'état-major général français a rendu notoires les plans de Napoléon : ils consistaient à réunir cent cinquante mille hommes à Metz, cent mille à Strasbourg et cinquante mille au camp de Châlons. La concentration de ces deux armées, l'une sur la Sarre, l'autre sur le Rhin, devait laisser l'ennemi dans l'incertitude de savoir si l'attaque se porterait contre le grand-duché de

Bade ou contre les provinces rhénanes. Aussitôt les troupes concentrées sur les points indiqués, l'armée de Metz se serait jointe à celle de Strasbourg, et l'empereur à la tête de deux cent cinquante mille hommes aurait traversé le Rhin à Maxau, laissant à droite la forteresse de Rastadt et à gauche celle de Germersheim.

Arrivé sur la rive droite il forçait les Etats du Sud à se renfermer dans une neutralité obligée, puis marchait contre les Prussiens. Pendant ce mouvement les cinquante mille hommes sous les ordres du maréchal Canrobert devaient s'avancer sur Metz pour protéger les derrières de l'armée et surveiller la frontière nord-est. En même temps, la flotte française, croisant dans la Baltique, aurait retenu et immobilisé dans le nord de la Prusse, pour la défense des côtes menacées de débarquement, une partie des forces ennemies. Et nous, sans être dans la confidence de ce plan, dès le 19 juillet 1870, date de la déclaration de guerre, nous en proposions un sem-

blable (1), dans la supposition que les Français pouvaient *mettre* en mouvement six cent mille hommes et surpasser l'ennemi en rapidité. Mais jamais nous ne nous serions imaginé que Napoléon voulût envahir l'Allemagne — qui pouvait disposer en première ligne de six cent mille combattants et en tenir autant en réserve — avec deux cent cinquante mille hommes seulement. Il ne pouvait non plus nous venir à l'idée qu'il disséminerait de si faibles forces entre Metz, Strasbourg et Châlons sous prétexte de tenir l'ennemi dans le doute sur le vrai point d'attaque.

Pour mener à bonne fin une entreprise aussi hardie il fallait que la marche des colonnes françaises, qui venaient des divers points de la France, fût combinée de telle sorte qu'elles arrivassent toutes le même jour sur la ligne Strasbourg-Maxau ; l'ennemi n'eût alors eu aucun soupçon du passage du Rhin, sinon au moment même où les Français eussent été en train de l'effectuer. Ainsi opéra Napoléon Ier

(1) Voir note B.

dans la fameuse campagne d'Ulm ; et par ce même moyen il surprit les Anglais et les Prussiens dans leurs cantonnements lors de la campagne de 1815.

Il est donc incroyable que Napoléon III, qui cependant est doué d'une intelligence peu commune, se soit flatté de pouvoir disséminer, sans péril, deux cent cinquante mille hommes, sur un espace aussi étendu, en face d'un ennemi actif, vigilant, entreprenant, qui disposait sur le Rhin de plus du double de combattants et qu'il ait pu s'imaginer que cet ennemi, au lieu de le surprendre dans son mouvement de concentration de Metz à Strasbourg, resterait dans l'indécision de savoir s'il courrait à la défense de ses provinces du Rhin inférieur ou de celles du Rhin supérieur. Croyait-il par hasard que sa présence produirait sur l'ennemi l'effet de la tête de Méduse? C'eût été une présomption touchant à la folie. Comment penser effrayer, ou même rendre perplexe, un ennemi qui déjà avait rassemblé plus de quatre cent mille hommes dans les

provinces rhénanes, et conséquemment ne pouvait avoir aucune appréhension des cent cinquante mille Français réunis à Metz ; qui, de plus, avait échelonné sur le Haut-Rhin environ deux cent mille Bavarois et Badois, lesquels, couverts par le grand fleuve, étaient bien certains de repousser non-seulement les cent mille Français appuyés sur Strasbourg, mais au besoin les deux armées réunies de Metz et Strasbourg. Et cependant si l'on voulait remporter sur les Prussiens une victoire éclatante et capable d'attirer par son prestige l'Autriche et l'Italie dans la ligue contre la Prusse, il fallait se l'assurer par la supériorité décisive du nombre, ou, cette supériorité faisant défaut, y remédier sur le champ de bataille par de rapides et savantes évolutions.

Au lieu de cela nous voyons Napoléon temporiser dès la déclaration de guerre et ne se hâter nullement de courir à la frontière. C'est que se jeter avec deux cent cinquante mille hommes sur la rive droite du Rhin, défendue par six cent mille bons soldats, enflammés

d'amour patriotique et appuyés sur leurs places fortes, était une entreprise fort ardue dont les chances étaient fort inégales : vaincus, les Allemands se repliaient sur leurs places et réorganisaient leurs forces; vainqueurs, pas un Français ne retournait dans sa patrie annoncer l'immense désastre.

Aussi ne pouvons-nous supposer tant d'imbécillité à Napoléon III. Nous inclinons à croire qu'il veut encore garder le silence sur sa *politique de guerre*, qui, du reste est facile à deviner et que nous croyons avoir dévoilée dès le commencement des hostilités (1). Napoléon se croyait sûr de la neutralité des Etats de l'Allemagne méridionale et de l'alliance de l'Autriche et de l'Italie. Il croyait n'avoir à lutter que contre l'armée prussienne diminuée des forces qu'elle devait envoyer dans la Silésie pour se garder de l'Autriche et des détachements laissés au nord pour la défense des côtes. Quoi qu'il en soit, c'est un grand tort d'avoir basé un plan de campagne sur deux

(1) Voir note C.

suppositions gratuites, puis de l'avoir mis à exécution en commettant la faute de disséminer les forces entre Metz, Strasbourg et Châlons. L'idée de vouloir, par cette dissémination, laisser les Prussiens dans l'incertitude sur le point d'attaque n'eût été excusable qu'à la condition que l'on fût parfaitement certain que ceux-ci se tiendraient sur la défensive, et que, malgré leur supériorité numérique, ils n'oseraient jamais prévenir les Français dans leur mouvement de concentration et n'essayeraient pas de les surprendre s'ils commettaient des fautes. Mais quelle raison avait-on de supposer si mous et si ineptes les vainqueurs de Sadowa ?

On ne peut croire que l'état-major français fût assez ignorant, ou assez imprudent (comme il a été de mode de le dire parmi nos militaires et nos publicistes) pour ne pas voir de telles choses. Non ! les officiers d'état-major français sont intelligents, instruits, très-habiles; nous avons eu la fortune d'en connaître — et beaucoup — possédant ces qualités et nous les

tenons en grande estime. Mais il semble évident qu'ils durent céder aux considérations politiques de la guerre, dont l'empereur était le seul arbitre.

Celui-ci croyant, à la suite d'engagements verbaux échangés entre princes, que l'Autriche saisirait, comme la France, le premier prétexte pour rompre avec la Prusse et que l'Italie suivrait la France dans son entreprise, déclare la guerre comptant sur l'appui de trois cent mille Autrichiens et de cent mille Italiens. En conséquence, il fait avancer lentement ses troupes pour donner le temps à l'Autriche et à l'Italie de se décider à prendre part à la lutte. En fait, du 19 juillet, date de la déclaration de guerre, au 4 août, c'est-à-dire quand déjà les hostilités étaient commencées, ainsi qu'on le verra plus loin, sur deux cent cinquante mille soldats, à peine cent quatre-vingt mille étaient entrés en ligne ! Et pourtant, dans la guerre de 1859, Napoléon avait réuni sur le Pô, en vingt-cinq jours seulement, cent trente mille hommes, venus des points les plus

éloignés du territoire français et de l'Algérie, sans que l'Autriche se fût aperçue de ses préparatifs d'entrée en campagne.

Mais le Napoléon de 1870 était bien différent du Napoléon de 1859 et sa conduite ne fut ni prudente, ni sage, ni opportune. C'est qu'il n'était plus libre de lui-même, se trouvant sous le coup de la fausse position, créée à l'extérieur par les fautes du Mexique et de Sadowa ; à l'intérieur par son gouvernement personnel. Son autorité diminuée au dehors, complétement méconnue en France, s'affaiblissait de jour en jour même chez ses troupes. De là naissait pour lui la nécessité de se délivrer des entraves qui le paralysaient. Se confiant dans son étoile, plus que dans son habileté, il s'imagina pouvoir briser l'unité allemande en présence de l'unité italienne auxiliaire de celle-ci ; de l'unité militaire et despotique de la Russie, complice de l'unité germanique ; en présence des Etats-Unis d'Amérique, envahis par l'élément allemand qui a créé une hostilité de race dans cette

contrée où la France pouvait espérer, sinon une alliance, au moins des sympathies; en présence de l'Autriche déchirée à l'intérieur, jalouse et défiante de la France et entretenue dans sa politique antifrançaise par ses neuf millions de sujets allemands; en présence enfin de la politique anglaise hostile à la guerre.

On sait maintenant que l'Autriche, non-seulement n'avait contracté aucun engagement envers l'empereur, mais lui avait déconseillé cette guerre. Peut-être Napoléon pensa-t-il que les circonstances seraient plus fortes que les hommes et qu'il lui serait toujours, au besoin, facile de se procurer quelques triomphes factices suffisants pour entraîner les dissidents. Ainsi, de ce faux calcul politique naquit une guerre qui, entamée sous de futiles prétextes, continuée avec des formes inusitées entre peuples civilisés, se termina au grand dommage de la France et au grand outrage de l'humanité. L'aide de l'Autriche et de l'Italie faisant défaut, et Napoléon n'étant pas un capitaine capable d'improviser sur les

champs de bataille un nouveau plan de guerre, ni de réparer des désastres aussi immenses qu'inattendus, la France devait nécessairement être vaincue.

C'est donc des erreurs de l'empereur que l'armée française fut victime, car, dans les institutions militaires modernes, les princes sont regardés comme les plus grands hommes de guerre et commandent les armées où réside toute la pompe de leur cour qui les suit jusque sur les champs de bataille. Si un souverain n'est pas à la hauteur de sa mission il imprimera pendant la paix aux institutions militaires les vices de ses inclinations, et pendant la guerre il sera le jouet des intrigants et des médiocrités ambitieuses. Commandant seulement de nom, rien ne se fera sans discussion dans son état-major. Les opérations de guerre ne seront pas les inspirations d'un conseiller expérimenté mais le résultat des opinions diverses. Ce ne sera pas la meilleure idée qui sera mise à exécution, mais celle qui s'éloignera le moins du désir exprimé par le

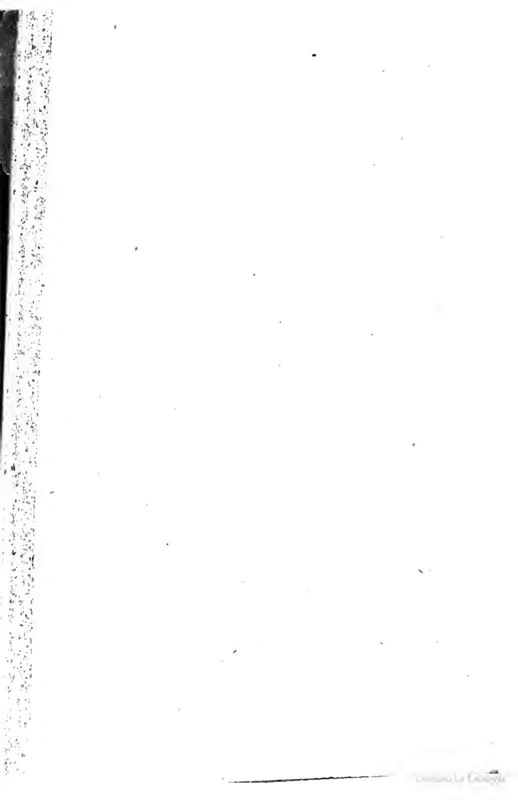
prince ou qu'on lui supposera. Le temps d'agir se perdra à discuter; aux ordres succéderont les contre-ordres, on tâtonnera, on se consultera et on laissera l'ennemi mettre à profit le temps, qui est le plus précieux élément de la guerre.

Les princes à la tête des armées doivent être des Frédéric II, des Napoléon I[er], ou rester passifs comme Guillaume de Prusse (1).

Combien la présence de Napoléon au milieu de l'armée a été nuisible, on le comprendra mieux en étudiant les événements que nous allons décrire. On verra aussi que si dans la conception de son plan de campagne il pensa plus à la stratégie qu'à la politique de la guerre dans la direction de l'armée, il eut aussi plus à cœur le salut de sa dynastie que l'honneur de ses armes. Et pourtant! au milieu des désastres même, la fortune parut plusieurs fois ne pas vouloir rester obstinément adverse aux Français, et à plusieurs reprises, après chacun de leurs tristes drames, elle sou-

(1) Voir Note D.

leva le voile qui les enveloppait. Mais, en aucune circonstance, le chef suprême français ne s'est montré digne de la ramener sous ses drapeaux.



TROISIÈME PARTIE

Les forces rassemblées par la France, au 2 août, consistaient en deux cent soixante-dix mille hommes environ, tout compris. Les combattants atteignaient le chiffre de deux cent trente mille, dont cent quatre-vingt mille d'infanterie. Ils étaient divisés en sept corps d'armée ainsi disposés : Le 1er corps, commandé par le maréchal Mac-Mahon, composé de cinq divisions, dont une de cavalerie, en tout quarante mille hommes, était établi entre Strasbourg et Haguenau, avec une division; la seconde, général Douay, détachée à Wissembourg, à quinze ou vingt milles de dis-

tance. Sur le flanc gauche de ce corps, à Bitche, se trouvait le 5e, général de Failly, fort de quatre divisions, trois d'infanterie et une de cavalerie. Le 7e corps, général Félix Douay, s'organisait à Belfort où était une seule division; l'autre était attendue de Rome. Il formait l'extrême droite de l'armée française. Si bien que ces trois corps d'armée, c'est-à-dire guère plus de quatre-vingt mille hommes, occupaient une ligne de plus de deux cent trente kilomètres et gardaient le plus long cours du Rhin. Le 2e corps d'armée, commandé par le général Frossard, fort de trois divisions d'infanterie et une de cavalerie, était à Forbach avec quartier-général à Saint-Avold. En face Sarrelouis se trouvait le général Ladmirault avec le 4e corps, composé aussi de quatre divisions, ayant à sa droite le 3e corps, sous les ordres du maréchal Bazaine, fort de quatre divisions dont une de cavalerie. La garde impériale, deux divisions, était beaucoup en arrière, à Nancy. Enfin le 6e corps, maréchal Canrobert, se tenait en réserve à

Châlons, mais avait encore deux divisions en arrière, une à Paris, une à Soissons; de plus son artillerie et sa cavalerie n'étaient pas encore au complet. Les 2e, 4e et 3e corps d'armée donc, ayant pour réserve la garde impériale, formaient la gauche de la ligne de bataille, qui s'étendait de Sierck à Forbach et gardaient la ligne de la Sarre et de la Lauter. Le fait que le gros des forces françaises était disposé entre la Sarre et la Moselle montre que le commandant suprême français était convaincu que rien de pressant ne pouvait survenir dans la vallée du Rhin.

Ainsi sur deux cent trente mille combattants il n'y en avait à la frontière qu'environ quatre-vingt mille, dispersés sur une étendue de près de quatre-vingts lieues; les corps étaient très-espacés, et presque indépendants les uns des autres, conséquemment hors d'état de se soutenir mutuellement. Et comme l'ennemi pouvait déboucher de la Lauter, de la Sarre et du Rhin avec des forces considérables, les corps français étaient exposés à être écrasés

isolément sans chances de retraite ni de secours. Une telle base d'opérations n'offrant pas une bonne ligne de défense était à proscrire.

Aux défauts que nous avons signalés il faut ajouter que le commandement en chef ne pouvant surveiller avec vigilance et sollicitude une ligne aussi étendue, les commandants des corps d'armée devenaient à peu près indépendants de l'état-major général et sans solidarité entre eux, d'où devaient résulter des froissements et des rivalités, conséquences naturelles des susceptibilités mesquines.

Pourquoi donc ne pas diviser les forces en trois grands commandements dépendants de l'empereur : celui de droite, celui de gauche et celui de réserve, en mettant un maréchal à la tête de chacun ?

Résumons : la base d'opérations choisie par les Français, et qui indique un plan offensif plutôt que défensif, si elle laissait l'ennemi dans le doute sur le point où l'on voulait faire irruption, n'assurait pas à l'armée, en cas de revers, la retraite sur une seconde et proche

ligne de défense, plus resserrée et mieux assurée. Si l'aile droite était assaillie par des forces trop prépondérantes ce n'est qu'avec de grandes difficultés qu'elle pouvait se replier sur le centre, à Metz, et si elle se retirait sur Châlons elle restait séparée de l'aile gauche. Si le centre était enfoncé il se trouvait, par la nature topographique de la frontière, séparé de la droite et de la gauche.

Dans ce même temps les Prussiens concentraient leurs forces au delà de la Lauter, ce qui laisse croire qu'ils voulaient faire une feinte attaque sur Wissembourg, pour attirer dans cette direction les forces françaises, pendant qu'au contraire ils auraient débouché par Sarrebruck, avec le gros de leurs forces pour marcher sur Paris. Sans perdre de temps, avec une rapidité extrême, ils réunissent, en huit jours seulement, cinq cent quarante-huit mille hommes divisés en cinq commandements supérieurs ainsi distribués : l'armée du prince royal de Prusse, forte de cent soixante-dix mille hommes, composée de

deux corps d'armée prussiens et des contingents des Etats méridionaux, au sud entre Bâle et Mannheim; celle du prince Frédéric-Charles composée de six corps d'armée prussiens et montant à cent quatre-vingt mille hommes, au centre, à Mayence; plus au-dessous, à Coblentz, l'armée du général Steinmetz, forte de quatre-vingt mille Prussiens formant deux corps d'armée. Ainsi sur le Rhin il y avait quatre cent trente mille hommes. Cette énorme masse de combattants en treize jours, au moyen des chemins de fer, se concentrait autour de Landau dans le triangle formé par le Rhin, la Moselle et la Sarre, choisissant pour ligne d'opérations celle de Trèves à Landau. Au nord, à Cologne et le long du Rhin, était le général Herwath Von Bittenfeld avec soixante mille hommes, formés d'un corps d'armée prussien, et de sept divisions de la landwehr; dans le Hanovre, le général Vogel von Falkenstein commandait trois divisions de la landwehr et un corps d'armée prussien, en tout cinquante-

huit mille hommes; enfin à la défense des côtes et en réserve se trouvaient deux corps d'armée et cinq divisions de landwehr, c'est-à-dire cent mille hommes, sous le commandement du grand-duc de Mecklembourg.

Cependant l'empereur des Français, ignorant les projets, les mouvements, les forces et les positions de l'ennemi, n'osant mettre à exécution son plan de campagne, et incapable d'en combiner un nouveau qui répondît à toutes les éventualités, pour ne pas rester oisif et pouvoir gratifier son peuple d'un bulletin de victoire, attaque, le 2 août, avec trois divisions et vingt-quatre canons, la ville ouverte de Sarrebruck, défendue par un seul bataillon du 40e régiment prussien (huit cents hommes) et quarante uhlans. Après avoir soutenu pendant deux heures une lutte disproportionnée les Allemands se retirèrent, laissant aux Français une victoire aussi facile qu'inutile, car la position conquise n'était d'aucune importance stratégique.

Mais pendant que Napoléon gaspillait aussi

inutilement le temps, les Prussiens agissaient savamment et avec une tranquillité qu'on ne leur aurait pas soupçonnée. Le 3 août le prince de Prusse, à la faveur des grands bois qui sont sur la gauche du Rhin, avait déjà rassemblé silencieusement son armée à quelques kilomètres seulement des avant-postes français. Le 2ᵉ corps bavarois formait la droite; il occupait les hauteurs qui sont au-dessus de Wissembourg. Dans le même temps le prince Frédéric-Charles remontait la vallée de la Moselle, de Trèves vers la frontière française, dans le but de forcer la ligne de la Sarre, et la troisième armée, composée des 7ᵉ et 8ᵉ corps prussiens commandés par Steinmetz, se concentrait autour de Sarrebruck. Cette disposition des forces montre clairement que les Allemands entendaient assaillir en même temps la droite et le centre du front d'opérations des Français, couper leur armée en deux, forcer la ligne de la Moselle et s'avancer, par la route de Metz-Verdun et Châlons, sur Paris.

Le 4 août, le prince royal commence ses

opérations d'attaque : le 5e corps prussien prend position en face de Wissembourg ; le 11e passe la Lauter et protégé par les bois surprend l'extrême droite française commandée par le général Douay. Ainsi deux corps prussiens et le 2e corps bavarois, c'est-à-dire plus de soixante-dix mille hommes, soutenus par deux autres corps, qui probablement n'entrèrent pas en ligne, attaquaient dix mille Français à peine ! Les zouaves surpris se jettent sur leurs armes et s'élancent contre les têtes de colonne du 11e corps : mais ils sont rechassés en désordre dans les bois malgré leur vigoureuse résistance. Le restant de la division française se déployant en ordre de bataille en dehors de la ville se prépare au combat. Mais pendant que les Français se disposent à repousser le choc du 11e corps, le 2e corps s'avance contre la ville et couronne les hauteurs qui la dominent. Un seul bataillon français défend la ville pendant plusieurs heures tandis que de petits détachements s'opposent aux Bavarois qui menacent

de prendre à dos le gros de la division engagé plus bas contre le 11e corps. C'est là qu'était le plus fort de la mêlée parce que si l'on avait pu de ce côté repousser les Prussiens au delà de la Lauter, il eût été moins difficile de soutenir la ville et de protéger les hauteurs contre les Bavarois; mais cette entreprise était désespérée : trois régiments d'infanterie et quelques escadrons de cavalerie avaient à lutter contre huit régiments d'infanterie et six de cavalerie! Et pourtant! les Français, *ces hommes frivoles et légers*, comme il plaît à certains de les appeler, soutiennent, imperturbables, la lutte désespérée jusqu'à ce que les cartouches tirent à leur fin et que les fusils, brûlants, deviennent impossibles à manœuvrer!

Réduits à cette extrémité, écoutant plus leur audace que leur prudence, ils se jettent à la baïonnette sur l'ennemi. Mais la cavalerie allemande débouche à son tour des bois et les charge vigoureusement : et pendant que quelques colonnes françaises rejoignent l'ennemi et engagent la lutte corps à corps, les autres,

moins heureuses, désorganisées par les charges de cavalerie, reculent en désordre et sont à peine sauvées par la cavalerie française d'une destruction totale. A leur tour les colonnes qui ont pu arriver jusqu'à l'ennemi, écrasées par son immense supériorité numérique, après quelques instants d'une lutte héroïque, sont contraintes de rétrograder en désordre.

A cet instant une formidable artillerie prussienne vient prendre position sur le penchant de la colline et réduit rapidement au silence l'artillerie française, inférieure en nombre et en position. Sur les hauteurs et dans la ville quelques Français font face aux attaques incessantes des troupes toujours fraîches que leur opposent les Prussiens et les Bavarois, pendant que dans la plaine le gros de la division est défait et le combat perdu. Mais l'âme fière et intrépide du général français n'est pas encore domptée de tant d'infortunes (1), il veut tenter un dernier effort. Ses bataillons, pro-

(1) Voir note E.

tégés par quelques charges de cavalerie, réorganisés tant bien que mal, s'élancent encore une fois. Mais de nouvelles masses prussiennes débouchent des bois, s'avancent et s'étendent toujours plus sur la gauche des Français. Toutefois le choc de ceux-ci est encore si violent qu'un instant les Prussiens hésitent.

Le général Douay meurt dans cette mêlée et les Français abandonnent le champ de leurs gestes héroïques laissant sur le terrain huit cents morts. La division Douay avait imprimé un tel respect aux ennemis que bien que désorganisée et entourée de forces huit fois supérieures elle put sortir de cette presse en n'abandonnant qu'un canon démonté et quatre cents prisonniers, qui, pour la plupart, furent pris dans la ville.

L'histoire militaire moderne ne nous offre pas d'exemple d'un semblable héroïsme qui rappelle celui des Spartiates aux Thermopyles. Encore les Français combattaient-ils à découvert et non dans une étroite gorge de montagne. Les Allemands eux-mêmes, émerveillés

de l'audace avec laquelle une poignée d'hommes avait si intrépidement attaqué une armée, n'osèrent leur disputer la retraite.

Outre l'admirable valeur habituelle au soldat français, nous voyons, dans cette bataille, briller en lui la vertu de l'imperturbabilité et de la ténacité au milieu d'une infortune inattendue. Voilà donc quels enfants possède cette nation que dans ces derniers temps il a paru de si bon goût de dénigrer et de mépriser !

Mais il faut blâmer les Français d'être si peu vigilants, ce qui provient de leur souveraine confiance en eux-mêmes. Sûrs de leur force et de leur valeur ils font peu de cas de la prudence.

Le général Douay, qui se montra digne chef de tels héros, eut le tort de se laisser surprendre : n'ayant pu, par cela même, évaluer au juste les forces de l'ennemi il risqua la bataille.

Du côté des Allemands nous voyons toujours la même prudence proverbiale : quoique le prince de Prusse dût être certain, avec des forces aussi surabondantes, d'écraser la petite armée française, il ne voulut donner le si-

gnal de la bataille que quand le 11e corps, qui avait une longue marche à faire, fut en mesure de prendre part au combat. Il faut admirer aussi l'exactitude et le secret de la marche des divers corps de troupes allemands du sud qui, dispersés dans toute l'Allemagne, se trouvèrent au rendez-vous de Wissembourg avec une ponctualité merveilleuse.

Malgré tout, nous croyons que l'honneur de la bataille revient aux Français qui, surpris, harassés de fatigue, décimés par le combat, privés de leur chef, se retirèrent en tenant en respect un ennemi sept à huit fois plus nombreux et en emportant leur artillerie intacte.

A la nouvelle de la perte de Wissembourg Mac-Mahon, ignorant les forces de l'ennemi et ne pouvant supposer que cent soixante mille hommes avaient pu se rassembler sur un espace de quelques lieues sans que le quartier-général en eût eu aucun soupçon, se décida judicieusement à se mettre en mouvement avec ses trente-cinq ou quarante mille hommes,

par la route de Niederbronn et Saverne, afin de se rapprocher du centre de la ligne française et de couvrir le chemin de fer de Strasbourg à Bitche et les principales routes qui relient les pentes orientales aux pentes occidentales des Vosges. Par ce mouvement stratégique, occupant la ligne qui est dans la direction de Frœschwiller à Reischoffen, Gœrsdorff, Elsasshausen, Gunstett, Morsbronn, ligne irrégulière avant Wœrth, non-seulement il protégeait la voie ferrée qui part de Strasbourg, contourne au nord la chaîne des Vosges et par Saverne, Sarrebruck et Nancy s'unit au réseau du centre de la France — ligne que le prince de Prusse menaçait depuis la prise de Wissembourg — mais encore il favorisait la concentration des forces françaises.

Mac-Mahon comptait sur les restes de la division Douay qu'il devait recueillir en route et sur l'aide du corps de Failly qui, à peu de distance, couvrait la gauche de sa nouvelle ligne de bataille. Réunissant plus de quatre-vingt mille hommes il pensait pouvoir être en me-

sure de battre, et même de détruire l'armée du prince royal. Ce qui contribuait à maintenir Mac-Mahon dans cette illusion, c'est que le prince, dans son attaque contre Douay, n'avait mis en ligne que trois corps d'armée.

A peine Wissembourg occupé, le prince, dans l'intention de couper Mac-Mahon du centre de l'armée française, avait fait filer en avant trois corps frais qui n'avaient pas pris part au combat et les avait dirigés, par une voie diagonale, vers Wœrth, Niederbronn et Saverne. Ainsi les deux armées marchaient savamment vers un but commun par deux routes respectivement obliques : du sud à l'ouest et les Allemands du nord à l'ouest, de sorte qu'elles vinrent quasi se heurter de flanc. Les Français faisant front à droite se trouvèrent en face des Allemands et ceux-ci prirent leur ligne de bataille en appuyant à gauche. La rencontre des combattants ayant eu lieu à Wœrth les Allemands ont donné ce nom à la bataille qui s'ensuivit, tandis que les Français

la nomment de Reichshoffen, du lieu où était le quartier-général de leur chef.

La fortune devait encore cette fois se montrer propice aux Allemands : dans leur rencontre avec leurs adversaires ils furent favorisés par les lieux. De leur côté se trouvaient beaucoup de bois praticables qui les couvraient et dissimulaient aux Français leurs dispositions d'attaque. Outre cela Mac-Mahon ne tira aucune aide du 5e corps, de Failly, et ne vit ses forces s'accroître que d'environ cinq mille hommes et une division du 7e corps. De façon qu'à peu près cent quarante mille Allemands avaient à lutter contre cinquante-deux mille Français environ !

Le 6 août à sept heures du matin, deux corps prussiens, formant un total de plus de cinquante mille hommes, apparurent en avant des hauteurs de Gœrsdorff et commencèrent l'attaque par une canonnade suivie d'un feu très-vif de mousqueterie. Cette attaque fut soutenue avec vigueur par les deux divisions françaises qui occupaient la ligne de Frœschwiller-

Gœrsdorff et l'ennemi ne put parvenir à les déloger de leurs positions. Les Prussiens étendirent aussi les attaques sur la droite des Français sans pourtant rien tenter de décisif de ce côté; peut-être attendaient-ils qu'entrassent en ligne les trois corps qui avaient combattu à Wissembourg et qui comptaient plus de quatre-vingt mille combattants, défalcation faite des pertes qu'ils avaient subies.

D'autres attaques essayées par les Prussiens à Sauerbach furent de même repoussées.

Mais vers midi le prince royal arrive sur le champ de bataille avec le reste de l'armée; il engage l'action sur toute la ligne et ravive, à Elsasshausen, l'attaque contre la droite française épargnée jusque-là. Enveloppée par des masses considérables d'infanterie soutenues par soixante bouches à feu placées sur les hauteurs de Gunstett, elle est forcée de céder et se replie. Une seule division, secondée par de splendides charges de cuirassiers et le feu bien dirigé de son artillerie, soutient pendant de longues heures une lutte aussi désespérée.

Ce fut donc, encore cette fois, l'énorme prépondérance des forces allemandes qui seule vint à bout de l'héroïque courage des Français.

A quatre heures du soir ils abandonnèrent le champ de bataille, se retirant sur Saverne par Niederbronn, sans être beaucoup inquiétés, grâce à la bravoure des soldats et à l'arrivée, juste *à ce moment*, d'une division du 5e corps, qui prit position et ne se retira qu'à la nuit avancée. C'est la seule aide que de Failly prêta à Mac-Mahon !

Les Français laissèrent entre les mains de l'ennemi trente canons, six mitrailleuses et quatre mille prisonniers.

Il est évident que si de Failly fût accouru avec son armée sur le champ de bataille, les deux corps prussiens eussent été battus avant que les trois corps venant de Wissembourg eussent pu arriver les soutenir, et peut-être Mac-Mahon aurait-il vengé le récent désastre par une éclatante victoire. Mais, comme sous le premier empire, les généraux français vivaient

en mauvaise intelligence entre eux. Peu disposés à s'entr'aider dans les périls, et trop confiants dans la valeur de leurs troupes, ils évitaient peut-être à dessein de s'unir à leurs collègues afin d'avoir l'honneur de vaincre en leur seul nom.

Si Mac-Mahon fut savant dans le choix de ses positions et dans ses évolutions tactiques, il faut remarquer aussi, dans cette bataille, l'intelligence et la promptitude des résolutions de l'état-major prussien : ayant pour but de diviser en deux l'armée française, il s'appliqua au commencement de la bataille à rejeter Mac-Mahon sur le Rhin ; c'est pour cela que les 6e et 7e corps prussiens attaquaient vivement la gauche et le centre et se bornaient à quelques démonstrations sur la droite. Quand ensuite le prince royal fut arrivé avec le reste de l'armée, il ne persista pas dans l'attaque principale sur la gauche, parce qu'il s'aperçut de la difficulté de repousser les Français et de les rejeter en arrière, mais ayant découvert le défaut du front de bataille français, dont la

droite se prolongeait dans les champs sans s'appuyer à aucun obstacle naturel, avec une promptitude merveilleuse il étendit le long du centre une nuée de tirailleurs pour cacher son mouvement, et défilant derrière eux avec le reste de l'armée il vint se précipiter sur l'extrême droite des Français, leur coupant la retraite sur Strasbourg, et les rejetant vers Saverne, c'est-à-dire en arrière, un peu à gauche.

Comment cependant se fait-il que le prince, qui disposait de forces supérieures de beaucoup aux forces françaises, ne soit pas parvenu à effectuer son dessein stratégique, celui de rejeter les Français sur Strasbourg? séparés du reste de l'armée ils auraient été contraints de s'y renfermer et auraient fini par capituler.

L'évolution tactique, en contre-sens de la stratégique, n'est justifiée que par la difficulté qu'éprouvèrent les Prussiens à déloger la gauche française et à la forcer à se replier sur la droite, c'est-à-dire sur la retraite de Strasbourg. Cela seul suffiraît à démontrer à la fois la valeur des Français et l'habileté de Mac-

Mahon dans le choix de sa position tactique-stratégique et dans sa façon de manœuvrer ses colonnes pour les dispositions d'attaque ou de défense.

Les principales causes du désastre de Wœrth sont donc les suivantes : l'ignorance dans laquelle l'état-major général laissa Mac-Mahon sur les mouvements de concentration de l'armée allemande ; les grands intervalles laissés entre la division Douay et les 1er, 5e et 7e corps ; l'excessive confiance des généraux français dans la valeur de leurs troupes ; la mauvaise intelligence qui régnait entre les divers chefs de corps (1).

Passons à l'affaire de Forbach, en observant, au préalable, que nous ne savons comment excuser l'inaction des Prussiens pendant les journées des 4 et 5 août : ils restèrent ce temps dans leurs campements de Sarrebruck et ne se mirent en mouvement que le jour suivant assez tard.

(1) Voir note F.

Le matin du 6, pendant que le général Frossard était tranquillement établi avec le 2e corps sur le terrain pris aux Prussiens dans l'escarmouche du 2 contre Sarrebruck, ses troupes formant un demi-cercle, qui s'étendait sur les hauteurs qui dominent la ville vers l'occident, et un seul régiment étant dans la plaine, il fut attaqué à l'improviste par l'armée commandée par Steinmetz. Bien que surpris, les Français gardèrent, de 9 heures du matin à 3 heures du soir, leurs positions contre un ennemi deux fois plus nombreux. Mais lorsqu'ils étaient déjà fatigués de soutenir depuis six heures une lutte aussi inégale, voici que débouchent sur le champ de bataille les premières colonnes de l'armée (composée de six corps) du prince Frédéric-Charles. Les Français, qui avaient déjà abandonné la plaine et s'étaient réunis sur les hauteurs, soutiennent un nouvel assaut sur leur gauche, vers Forbach, et le repoussent. Mais Frossard, s'apercevant que les masses épaisses allemandes cherchent à lui couper la retraite sur Saint-

Avold et Metz, donne le signal de la retraite. Ses troupes l'effectuent dans le plus grand ordre, n'abandonnant ni canons, ni drapeaux, laissant très-peu de prisonniers, et sans que les Prussiens les inquiètent sérieusement, malgré leur immense supériorité numérique.

Dans cette bataille, comme dans les précédentes, nous voyons l'habileté des généraux français, à faire manœuvrer leurs troupes, répondre à la bravoure du soldat. Nous y voyons aussi l'incurie du commandant en chef qui laisse tout le poids de la guerre à ses lieutenants sans les éclairer sur les intentions présumées, les forces et les mouvements de l'ennemi, et l'ambition exagérée des lieutenants qui veulent agir seuls pour ne pas partager la gloire du triomphe. En fait, Frossard aurait pu et dû demander que le corps de Bazaine, qui n'était distant du sien que de cinq lieues, vînt à son secours, tandis qu'il ne sollicita que l'aide dérisoire d'un seul régiment. On peut admettre, à la rigueur, que Frossard eût été froissé de se mettre sous les ordres du

maréchal Bazaine, et que c'est ce motif qui lui fit affronter seul son puissant adversaire ; mais Bazaine ne devait pas attendre, pour courir au canon, la prière de son collègue; il y était appelé par l'impérieux devoir de venir en aide à des troupes en péril.

Dans cette bataille, dite de Forbach, les généraux prussiens ne purent réussir avec soixante bataillons d'infanterie et autant d'escadrons de cavalerie à déloger de leurs positions trente-six bataillons d'infanterie et autant d'escadrons de cavalerie : il leur fallut l'appui de la puissante armée du prince Frédéric-Charles.

L'inexplicable inaction des Allemands pendant les journées du 4 et du 5 pouvait tourner à mal pour eux si, à Reichshoffen, Mac-Mahon avait remporté la victoire, ce qui serait certainement arrivé si le général de Failly fût venu à son secours, comme il le devait et le pouvait, et si Bazaine avait rejoint Frossard, ce qui eût entraîné la défaite de Steinmetz. Le prince Frédéric-Charles, qui n'arriva sur le champ de bataille de Forbach que six heures après

l'action engagée, se serait, dans ce dernier cas, forcément arrêté dans sa marche, et les quatre corps français, ayant eu le temps de faire leur jonction, l'auraient battu à son tour.

Cependant, après la prise de Wissembourg, la position de Mac-Mahon et celle de Frossard étaient aventurées; le chef suprême français devait faire abandonner Sarrebruck et concentrer ses forces. Si son plan de campagne était déjà vicieux et dangereux avant que les forces ennemies fussent concentrées sur la Sarre et sur la Lauter, à plus forte raison l'était-il quand cette concentration fut effectuée et Wissembourg emporté.

Quand ensuite la droite française eut été battue à Wœrth et le centre enfoncé à Forbach, il devint absurde et impraticable.

De fait, Mac-Mahon fut forcé d'abandonner le front d'opérations : comme il lui avait été impossible de se diriger sur Bitche pour rejoindre le 5ᵉ corps, il dut se retirer vers Saverne et Nancy, laissant ainsi toute la vallée

supérieure du Rhin ouverte aux Prussiens. Et le 7e corps, qui était en voie de formation à Belfort, se trouva obligé de reculer encore plus pour éviter la rencontre des troupes considérables qui avaient vaincu à Wœrth. Félix Douay, avec ses deux divisions, chercha à rejoindre le centre de l'armée en traversant les Vosges par la voie carrossable qui, de Sainte-Marie, va à Saint-Dié. Sage pensée, qui montre que les accusations lancées aux généraux français ne tirent leur origine que de leurs malheurs inattendus et immérités, et de l'inexpérience de leurs détracteurs. La réserve de cavalerie, composée de deux divisions, qu était déjà rassemblée à Belfort, remonta au nord-ouest pour s'établir entre Metz et Châlons.

Toute la partie gauche de la vallée du Rhin jusqu'aux Vosges restant ainsi complétement dépourvue de défenseurs, le prince royal de Prusse fit faire, par quelques corps de troupes, des démonstrations contre Strasbourg. Ayant fait sommer la place de se rendre, et n'en

ayant pas obtenu la reddition il passa outre, car il lui importait, avant tout, de faire sa jonction avec l'autre armée prussienne sous Metz, mais il fit venir le général de Bayer, avec les troupes badoises du 13e corps, pour investir Strasbourg, pendant que les troupes wurtembergeoises, qui s'étaient rassemblées à Lœrrach, sur les confins de la Suisse, vers Bâle, passant le Rhin, en face de Huningue et de Neuf-Brisach, envahissaient les territoires de Colmar et de Mulhouse, qui n'étaient gardés que par quelques détachements de cavalerie envoyés en reconnaissance de Belfort. Les deux départements du Haut et du Bas-Rhin, moins Strasbourg et Belfort, tombèrent donc au pouvoir des envahisseurs et se remplirent de troupes badoises et wurtembergeoises.

Pendant ce temps, l'armée française opérait sa retraite sur la Moselle. Ce fleuve offre, comme nous l'avons fait remarquer, une position très-favorable pour s'opposer à une armée qui, de la frontière du nord, veut se diri-

ger sur Paris. Des routes commodes et nombreuses conduisent, des points où se trouvaient primitivement les corps français, à toutes les villes qui sont le long du cours du fleuve et dans lesquelles ils pouvaient venir se réfugier.

Mais, après les désastres de Wissembourg, Wœrth et Forbach, quand la moitié de l'armée avait été battue et dispersée; quand le soldat avait pu se convaincre que son héroïsme ne servait de rien parce qu'il était compromis et même annihilé par l'impéritie du commandement suprême; quand on l'avait souvent exposé à lutter un contre deux, trois et même six; quand la discipline s'était relâchée à cause des graves pertes souffertes en officiers et sous-officiers, c'était une imprudente idée que celle de grouper l'armée sur la Moselle, c'est-à-dire à proximité de l'ennemi et des champs de bataille encore fumants de sang. Il fallait choisir une ligne de défense éloignée de la frontière : y recueillir à son aise les détachements dispersés et les réordonner en dehors

de toute appréhension sur les desseins ultérieurs de l'ennemi; remonter le moral du soldat; remettre l'ordre et la discipline dans les rangs; couvrir, directement ou indirectement, la capitale et Metz, et contraindre l'ennemi à laisser en arrière beaucoup de détachements — en conséquence s'affaiblir — avant de lui offrir une nouvelle bataille.

Mais, si tout le monde est d'accord pour soutenir que les corps épars de l'armée française devaient se rejoindre le plus tôt possible, il existe une grande divergence d'opinion sur le lieu de concentration à leur assigner et sur les moyens de l'effectuer.

Quelques-uns sont d'avis que l'équilibre des chances de la guerre — jusque-là inexorablement adverse — pouvait se rétablir si le 5e et le 7e corps se fussent portés rapidement derrière les Vosges où, par chemin de fer, pouvaient se rendre, avant les Prussiens, les troupes déjà réunies à Sarrebourg et la garde impériale qui était à Nancy. Plus de cent mille

hommes eussent ainsi couvert Strasbourg où les auraient rejoints les autres corps qui, filant sans difficulté derrière la Moselle, pouvaient, au moyen des chemins de fer, parcourir rapidement ce long circuit. De cette manière, deux cent mille hommes se seraient trouvés réunis autour de ce formidable boulevard. La défense, s'opérant dans une vallée très-étroite (elle n'a pas plus de soixante kilomètres de largeur), aurait été facile et efficace. La droite s'appuyant au Rhin et la gauche aux Vosges, on pouvait résister à des forces de beaucoup supérieures; on couvrait l'Alsace, et les communications restant libres avec Lyon, Toulon et la Méditerranée, grande partie de la France, on menaçait les Etats allemands du sud et, de plus, le flanc gauche et les derrières de la grande armée prussienne qui, dans ces conditions, n'aurait osé s'aventurer en Lorraine et en Champagne.

Mais comment de Failly pouvait-il partir de Bitche et gagner la chaîne des Vosges, s'il n'a-

vait pas osé rejoindre Mac-Mahon pendant la bataille? Celle-ci gagnée par le prince royal, il se serait risqué à parcourir tout le front de l'ennemi en exécutant, à sa proximité, une marche de flanc fort périlleuse? Comment aussi défendre, avec trois divisions, les Vosges, quand Mac-Mahon, avec ses cinq divisions, ne l'avait pas cru possible et s'était retiré à Nancy? Quel fonds pouvait-on faire sur le 7e corps, encore incomplet, dont une des divisions avait pris part à la bataille de Wœrth et dû éprouver beaucoup de pertes, où, en conséquence, le moral des troupes devait être affecté? C'est aussi une supposition trop gratuite que d'admettre que les Prussiens, qui avaient battu la droite française et enfoncé le centre, auraient laissé impunément exécuter une très-longue marche de flanc aux troupes placées sur la Sarre et la Lauter, sans les prévenir et les battre dans leur mouvement. Mais, en admettant même que cette concentration eût pu s'effectuer à Strasbourg, cela n'aurait en rien empêché les Allemands de réunir leurs

trois armées. On aurait, il est vrai, menacé de près le flanc des Prussiens s'ils avaient voulu pénétrer en Lorraine, mais on se serait trouvé dans une position trop excentrique pour empêcher leur marche sur Paris. Enfin, l'armée dans un territoire aussi restreint que celui où elle eût été rassemblée, devenait difficile à nourrir et à approvisionner de munitions de guerre, les grandes places de dépôt et de ravitaillement étant trop distantes. Encore plus difficile était-il de relever le moral de troupes exposées aux prochaines attaques de l'ennemi et quasi en vue des lieux où les avait frappées si durement l'infortune! Qui, en outre, pouvait empêcher les Prussiens, qui disposaient à ce moment de quatre cent cinquante mille hommes, de tenir en échec avec une partie de leurs forces les Français réunis sous Strasbourg, comme ils avaient fait pour ceux concentrés à Metz, et avec le reste de s'avancer sur Paris qui se serait trouvé complétement dégarni de troupes?

Un autre parti, conseillé par des hommes de guerre, consistait à rassembler l'armée à Neufchâteau, à environ cent dix kilomètres au sud de Metz. Là, au moyen des chemins de fer qui y affluent, l'armée française pouvait recevoir des renforts de toutes les parties de la France; elle se tenait à une brève distance de Strasbourg et de Metz; elle s'appuyait aux contreforts occidentaux des Vosges où la cavalerie ne pouvait l'inquiéter beaucoup; en outre, se servant de cette position comme point de centre, elle pouvait se diriger, suivant les circonstances, soit sur Strasbourg, soit sur Metz, soit sur Paris, et battre isolément celle des armées ennemies qui se fût trouvée dans une position désavantageuse.

Mais Neufchâteau n'offre pas une position assez forte pour permettre de réorganiser avec calme une armée dont presque la moitié était désorganisée : les quatre divisions du 1er corps avaient perdu leurs bagages, leurs armes et une grande partie de leur artillerie; le 7e corps, qui était encore en voie de formation, avait une

division affaiblie à cause de la part qu'elle avait prise à la bataille de Wœrth; le 2e corps avait beaucoup souffert à Forbach. Pour remplir les vides faits dans les files de l'armée, raffermir le moral des troupes et restaurer la discipline il fallait un repos de vingt à trente jours à l'abri des injures de l'ennemi. Or les Prussiens pouvaient se trouver, en dix à quinze jours, en mesure d'attaquer les Français à Neufchâteau. De plus, pour manœuvrer une armée battue et exténuée de fatigue, sur les flancs de l'ennemi, il faut un général très-expert, et Napoléon III était loin de pouvoir assumer utilement une aussi lourde tâche.

Enfin un dernier parti était à prendre : battre lentement en retraite et concentrer l'armée à Châlons. C'est celui que nous émîmes nous-même aussitôt que nous parvint la nouvelle de la retraite des Français sur la Moselle (1). Mais Châlons ne devait servir que de point de réunion et il fallait se mettre ensuite, et le plus tôt possible, en marche sur Paris où nous in-

(1) Voir note G.

diquions que devaient se recueillir les troupes éparses dans toutes les garnisons de la France. On aurait pu, de cette façon, organiser commodément une armée forte et disciplinée capable de prendre une magnifique revanche sur l'ennemi, d'autant plus que celui-ci, dans sa marche sur Paris, était contraint de laisser en arrière beaucoup de détachements, pour empêcher les sorties aux garnisons des places fortes, pour contenir les habitants, pour faire face aux francs-tireurs et pour assurer ses communications. S'affaiblissant au fur et à mesure qu'il s'éloignait de sa base d'opération il se serait à la fin trouvé de beaucoup inférieur à l'armée réunie sous Paris et aurait été indubitablement battu, car si, à forces doubles, l'issue du combat était douteuse, à forces inférieures elle aurait toujours été funeste aux Prussiens.

Le séjour à Châlons devait donc être de courte durée, juste le temps indispensable à la concentration des troupes; autrement l'armée française pouvait courir le risque de s'y trouver

enveloppée par les trois armées allemandes réunies sur les bords de la Moselle et qui, en peu de marches, pouvaient rejoindre leurs adversaires.

Le commandant en chef français s'arrêta au pire parti. Indécis sur ce qu'il devait faire, incertain des intentions de l'ennemi, il transporta à tout hasard l'armée à Metz pour défendre la ligne de la Moselle. Cette détermination entraînait le plus grave péril : celui de donner possibilité aux Prussiens de déborder la droite française à Nancy, de prendre l'armée à revers, de la rejeter dans Metz et de s'acheminer ensuite sur Paris avec des forces assez nombreuses pour, au besoin, battre en route la seconde armée, commandée par Mac-Mahon, qui s'organisait à Châlons.

Voici quelles étaient les forces respectives des deux adversaires après le 6 août et comment elles se trouvaient distribuées ; sur la Moselle, autour de Metz, les Français avaient réuni cent trente mille hommes ainsi com-

posés : cinquante mille du corps Bazaine; trente mille du corps Ladmirault; vingt-cinq mille du corps Frossard ; vingt-cinq mille de la garde.

A Saverne étaient rassemblés les restes des corps Mac-Mahon et de Failly, formant cinquante mille hommes.

Enfin à Nancy était Canrobert avec son corps intact.

L'armée en état de faire face aux Prussiens montait donc à deux cent trente mille hommes. Si ces forces eussent été concentrées et confiées à un général énergique, politiquement honnête, et expert dans l'art de la guerre — la France en compte plus d'un — manœuvrant dans le triple cordon des places créées par le génie de Vauban elles auraient été plus que suffisantes pour arrêter l'ennemi et donner au pays le temps de rassembler de nouveaux combattants. Malheureusement Napoléon, incapable de diriger des opérations militaires, ne voulait pas, pour des raisons politiques et dynastiques, déposer le comman-

dement; sa politique le guida dans l'étude de son plan de guerre, sa politique fit échouer les opérations militaires, sa politique humilia la France à Sedan et à Metz.

Les Allemands, eux, avaient entre les Vosges et la Moselle environ quatre cent cinquante mille soldats, dont cent mille appartenant aux Etats du sud et trois cent cinquante mille à ceux du nord. Ils organisaient en outre sur le haut Rhin une armée composée de Wurtembergeois et de Badois, destinée à assiéger Strasbourg.

Le 7 août ils continuèrent leur mouvement, s'avançant en trois colonnes sur Metz. La droite, c'est-à-dire l'armée de Steinmetz, après avoir réoccupé Sarrebruck et contraint à la retraite le corps de Frossard, marchait directement sur Metz par Forbach, Saint-Avold et Pange. La grande armée du centre, sous le commandement du prince Frédéric-Charles, avec le quartier-général du roi Guillaume, décrivait un circuit à gauche par Sáaralbe, Saarunion, Albestroff, Morhange, Delme et

Nomeny. Elle se dirigeait sur Pont-à-Mousson qui est sur la Moselle, à mi-route entre Metz et Nancy, lançant des détachements de cavalerie jusqu'à Sarrebourg, Lunéville et Nancy, pour se prémunir contre une attaque sur sa gauche et préparer la voie à la troisième armée, celle du prince royal, qui depuis la victoire de Wœrth poursuivait les troupes de Mac-Mahon en décrivant une courbe parallèle à celles des deux autres armées mais beaucoup plus grande. Elle formait l'extrême gauche de la ligne du front de marche des confédérés. Laissant des détachements le long de sa route et devant Phalsbourg pour maintenir libres ses communications avec le corps badois, qui déjà se trouvait sous Strasbourg, et les contingents des petits Etats d'Allemagne qui occupaient les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, le prince héréditaire marcha par Sarrebourg et Lunéville, sur Nancy et Toul.

Ainsi le front d'opérations des Allemands qui, le 3 août, était tourné vers le midi, le

long de la frontière française, à Sarrebruck, Deux-Ponts et Wissembourg, se trouvait, après cette grande conversion à droite, tourné vers l'occident et formait un arc de cercle dont la corde était la ligne qui par Metz et Pont-à-Mousson aboutit à Nancy. La droite, de Steinmetz, qui était le pivot du mouvement, ne mit que trois jours pour arriver devant Metz ; le prince Frédéric-Charles, qui était au centre, arriva à Pont-à-Mousson trois ou quatre jours plus tard ; quant à la gauche qui, étant le plus loin, avait la plus longue courbe à décrire et qui en outre, ayant à traverser les Vosges, devait user d'une plus grande prudence, elle n'arriva que beaucoup plus tard sur la Moselle.

Si l'on a suivi attentivement les mouvements de ces trois armées on discernera maintenant l'impasse évidente dans laquelle se seraient trouvés les Français s'ils avaient voulu effectuer leur concentration autour de Strasbourg, comme quelques-uns ont opiné qu'ils le de-

vaient faire. Les trois corps d'armée, Ladmirault, Frossard et Bazaine, en passant sur la rive gauche de la Moselle afin de redescendre dans la vallée du Rhin supérieur, tombaient au milieu des colonnes allemandes; le 5ᵉ corps, qui était menacé sur sa gauche par l'armée de Steinmetz, aurait dû, pour prévenir le prince de Prusse dans sa marche et lui disputer le passage des Vosges, parcourir par une marche de flanc le front de sa puissante armée. Et encore qu'eût réussi une marche aussi risquée, et qu'à de Failly se fussent joints la garde impériale et les deux petites divisions Douay, on n'aurait ainsi rassemblé que sept divisions pour soutenir le choc de six corps d'armée soutenus par une cavalerie très-nombreuse!

Cependant Napoléon qui, le lendemain de la bataille de Sarrebruck, aurait dû tenter à nouveau le sort des armes en réunissant les 2ᵉ, 3ᵉ, 4ᵉ corps et la garde impériale, ce qui était l'unique chance de remédier aux consé-

quences désastreuses des succès obtenus par le prince Frédéric-Charles et le prince royal, resta encore indécis pendant toute la journée du 7 août et ne commanda la retraite que pour la matinée du 8.

Même après cette incroyable inaction il était possible de soutenir une lutte si la retraite se fût effectuée rapidement. Pour cela il fallait laisser une forte garnison à Metz, puis avec le reste de l'armée se replier en toute hâte sur l'Argonne et faire jonction avec Mac-Mahon. Avec ces forces, les débris de son corps, les gardes mobiles et les détachements venus de l'intérieur de la France, Mac-Mahon pouvait former à Châlons, une nouvelle armée, composée au moins d'une dizaine de corps, qui se serait trouvée en position de menacer le flanc des Prussiens s'ils se fussent avancés sur Paris où ce temps de répit eût permis d'organiser la défense et de rassembler encore une autre armée.

Mais il était fatal que l'armée française dût subir de nouvelles disgrâces par la faute de

celui qui persistait à en détenir le commandement suprême.

Le premier corps français qui entra à Metz fut celui de Frossard : c'était le plus voisin, venant de Sarrebruck. La garde impériale et les autres corps qui déjà se trouvaient sur la Moselle purent aussi sans difficultés se réunir autour de Metz. Le corps de Failly, couvrant la retraite de Mac-Mahon, se replia sur Nancy et suivit jusqu'à Châlons les débris du 1er corps. Mac-Mahon qui, comme nous l'avons fait remarquer, n'avait pu rester en ligne parce que son corps avait été trop désorganisé par les pertes subies à Wœrth et parce qu'il était serré de trop près par le prince royal, s'était porté sur la droite de l'armée, et par Sarrebourg, Lunéville, Toul et Commercy avait gagné Châlons. Là se rassemblaient en hâte, et s'organisaient, deux autres corps pour tenir tête à l'ennemi.

L'armée française se trouvait donc disposée de la manière suivante : 2e, 3e, 4e, 6e corps et

la garde impériale, c'est-à-dire de cent soixante à cent soixante-dix mille hommes qui dès le 11 août étaient réunis autour de Metz, entre Pont-à-Mousson et le camp de Metz ; à Châlons, sur la Marne le 1er corps et deux autres nouveaux corps le 5e et le 7e, ce dernier avec les réserves de cavalerie, environ cent mille hommes.

On comprend facilement pourquoi l'on retint d'abord à Châlons les troupes en voie de formation ou de réorganisation : c'était pour qu'elles ne jetassent pas l'épouvante et le découragement parmi les Parisiens en se montrant dans l'état déplorable où elles se trouvaient. Mais ce qui n'est nullement justifié c'est leur long séjour dans un camp retranché de peu d'importance, loin des secours de la capitale et toujours à la veille d'être attaquées par le prince de Prusse. Puisque Mac-Mahon n'avait pu rejoindre l'armée sur la Moselle il devait, aussitôt ses troupes réordonnées, gagner Paris où il leur aurait adjoint la garnison, forte de trente mille hommes, et des milliers et milliers de vo-

lontaires et gardes mobiles. A la tête alors de plus de deux cent mille hommes il pouvait marcher à la rencontre de l'armée de Metz. Celle-ci, en partant le 12 de Metz, se trouvait le 13 sur la rive gauche de la Moselle et le 14 à Verdun; il lui était alors facile de s'établir sur la formidable barrière de l'Argonne. C'est là que l'on devait fixer le rendez-vous des deux armées qui ensemble auraient réuni environ trois cent soixante-dix mille combattants, chiffre supérieur à celui qu'eût pu opposer l'ennemi qui était contraint de laisser beaucoup de détachements en arrière.

Mais Napoléon, toujours indécis et ne pouvant se décider à remettre à un autre la direction de la guerre, resta oisif jusqu'au 14, s'occupant à de mesquines particularités concernant les troupes et à des rajustages de commandements et de positions. Enfin, après beaucoup d'hésitations, persuadé qu'il ne possédait plus la confiance des soldats il donna le commandement de l'armée de Metz au maréchal Bazaine et se rendit à Châlons où il s'occupa de la réor-

ganisation des nouveaux corps, retenant de fait le commandement en chef et n'en laissant que le titre au maréchal Mac-Mahon. Perpétuelle fluctuation entre le vouloir et le non-vouloir provenant de ce qu'il avait les yeux tournés vers Paris plutôt que vers l'ennemi. Le choix de Bazaine comme commandant en chef de l'armée de Metz dut relever le courage des Français. Bazaine, sur tous les champs de bataille où il avait commandé, s'était montré d'une bravoure incontestable et incontestée. Au Mexique il avait déployé de grands talents de capitaine : une volonté inébranlable dans l'exécution de ses desseins; un coup d'œil sûr au milieu d'une situation des plus difficiles; une rare habileté à dominer d'énormes territoires. Ce sont là des dons qu'il possède tout spécialement.

Cependant toutes ces belles qualités devaient rester sans emploi et faire place à sa passion politique qui l'engageait à se montrer l'homme-lige de l'empereur. L'ambition, dont on dit qu'il était animé, lui faisait espérer devenir

l'instrument du salut de la dynastie impériale et de la France.

Quant au maréchal Mac-Mahon, honnête citoyen et brave général, gloire française sans tache, sacrifié à Wœrth par l'incurie et l'ineptie du commandement général, il se sacrifiait une seconde fois en acceptant, à Châlons, une grande responsabilité sans avoir pleine liberté d'action ; bien plus, en se chargeant d'exécuter un mouvement militaire insensé qui devait conduire l'armée à un désastre inouï. Il est aujourd'hui nòtoire que Mac-Mahon ne jugeait pas possible de défendre l'Argonne avec les forces dont il disposait. Il indiquait comme parti le plus sage à prendre celui de se retirer sur Paris. Et c'est justement ce que nous conseillâmes sitôt que nous parvint la nouvelle de la retraite des Français derrière la Moselle. Mais, n'ayant pas assez de fermeté de caractère pour résister aux désirs de l'empereur, il se résigna à suivre son plan. Le vainqueur de Magenta ne fit donc pas preuve de la force et de l'indépendance

d'âme que sa patrie devait attendre de lui.

Ce qu'était le plan de l'empereur nous ne pouvons le déduire que des faits advenus et des timides déclarations publiées par son état-major. Il savait ne plus posséder la confiance de l'armée et être maudit par la France qui le regardait comme l'auteur de ses désastres. Il savait que son apparition à Paris occasionnerait un soulèvement; l'impératrice, elle-même, qui en était convaincue, lui déconseillait le retour. Il n'entra pas dans son esprit de se faire tuer en combattant au plus fort de la mêlée, mais il résolut de risquer tout pour revenir victorieux, au risque, en cas d'insuccès, de tomber avec sa dynastie. D'une victoire facilitée par Bazaine et remportée par la valeur des soldats et l'habileté de Mac-Mahon, il se serait fait un mérite pour être acclamé par le peuple et par l'armée... et en voulant poursuivre cette victoire en un lieu déterminé, à heure fixe, il attira sur la France les plus grands désastres que jamais un pays ait subis.

La mission de Bazaine consistait donc à fatiguer l'ennemi par des démonstrations et des combats partiels, mais sans jamais risquer de grandes batailles ni s'éloigner de son camp retranché, de manière à attirer à soi la plus grande partie des forces ennemies et donner loisir à l'empereur d'organiser à Châlons une armée capable de rompre le cercle de troupes allemandes qui entourait Metz. Dans ce but Napoléon se mit activement à l'œuvre pour renforcer les cadres et compléter l'organisation de deux nouveaux corps d'armée.

A Paris cependant on préparait activement les secours. Le nouveau ministre de la guerre ayant appelé dans la capitale les canonniers et les troupes de marine, les douaniers et les pompiers de toute la France — qui sont organisés militairement, — la garnison, forte de trente mille hommes resta disponible et fut envoyée à Châlons où se rassemblèrent aussi les troupes disséminées dans les dépôts et garnisons. On parvint ainsi à former deux corps de trente-cinq mille hommes chacun qui, avec

les corps Mac-Mahon, Failly et Douay, constituèrent une nouvelle armée de cent quatre-vingt mille hommes derrière laquelle se rassemblait la garde mobile qui en un mois pouvait donner cent cinquante mille hommes.

La France aurait donc pu se trouver en mesure d'opposer à l'ennemi cinq cent mille hommes divisés en deux armées occupant deux lignes d'opérations extérieures contre les deux lignes intérieures de l'ennemi. La victoire eût infailliblement penché du côté des Français, forts par le nombre et par la valeur. Tout consistait à pouvoir gagner du temps, ne fût-ce qu'un mois.

Ce mois se serait gagné non en rassemblant l'armée à Strasbourg, non en la concentrant à Châlons, non, comme on fit, en la divisant entre Metz et Châlons, mais en la réunissant sous Paris et la distribuant ensuite derrière la Loire, ainsi que nous osâmes le conseiller dès que le télégraphe nous annonça la retraite de Mac-Mahon sur Châlons. Là, non-seulement un mois, mais plusieurs, elle pouvait se soutenir

au besoin. L'héroïque défense postérieure de Paris, effectuée par peu de troupes unies aux volontaires et aux gardes nationales, justifie maintenant notre conseil, à ce qu'il nous paraît.

Justement parce que gagner du temps était favorable aux Français les Prussiens par l'énergie de leurs attaques et la rapidité de leurs mouvements entendaient les en empêcher. Les temporisations, les tâtonnements, la lenteur de Bazaine, conséquences du nouvel et absurde plan de Napoléon et de la condescendance du maréchal à ses volontés, favorisèrent leurs opérations au delà de ce qu'ils auraient jamais osé espérer, ainsi que nous le montrerons clairement ci-après.

Steinmetz, parti le 7 août de Sarrebruck avec la gauche de son armée était le 8 à Forbach, le 9 à Saint-Avold, le 10 entre Faulquemont et Fouligny, avec ses postes avancés à Pange et Courcelles, à environ dix kilomètres de Metz. L'armée du centre prenant une voie plus longue, sur la gauche de Steinmetz, s'avança par Saaralbe, Saarunion, Altroff, Hel-

limer, Gros-Tonquin, Morhange, Delme, Solgne, et s'arrêta entre Verny et Nomény sur le bord de la Seille. Ce petit affluent de la Moselle lui est parallèle, à une distance moyenne de huit kilomètres, jusqu'à Metz, où il s'unit au fleuve principal. Le mouvement de l'armée du centre était accompli du 12 au 13 août. De nombreux détachements de sa cavalerie se répondaient de seize à trente kilomètres, inquiétant Nancy qu'ils mirent à contribution, Toul, Lunéville et même Bar-le-Duc qui est à moitié route entre Nancy et Châlons.

Ces deux armées comptant ensemble de deux cent cinquante à deux cent quatre-vingt mille hommes se mirent immédiatement à l'œuvre pour bloquer Bazaine sous Metz ou le forcer à accepter la bataille, sûres qu'elles se croyaient de le vaincre vu la supériorité de leurs forces, et parce qu'au besoin elles pouvaient tirer des renforts de l'armée de gauche qui était à Nancy. Elles se disposèrent donc à investir l'armée française, lui coupant ses communications avec Verdun, et par suite

avec Paris, pendant que ses communications avec Châlons étaient déjà menacées par l'armée du prince de Prusse qui marchait sur Bar-le-Duc.

De son côté Bazaine avait reçu, assure-t-il, de Napoléon l'ordre de faire passer l'armée de la rive droite de la Moselle, où elle se trouvait réunie depuis le 11, sur la rive gauche et de la diriger sur Verdun.

Le 14, il faisait exécuter ce mouvement par les deux ailes de l'armée quand trois divisions de Steinmetz attaquèrent avec véhémence, entre la Seille et la Moselle, en face Pont-à-Mousson, sa gauche composée du 3e corps. Il fallut le faire soutenir par le 4e corps qui était déjà passé sur la rive gauche, par Pont-à-Mousson, et qui dut repasser sur la rive droite. Le général Ladmirault cherchant à déborder le flanc droit des Prussiens, ceux-ci furent renforcés par des troupes de leur 7e corps. Malgré cela les Français purent continuer le passage de la Moselle et l'effectuer. Le combat, qui prit le nom de bataille de Borny,

commencé à deux heures après midi se continua jusqu'à la nuit au grand dam des assaillants. Cependant, quoique repoussés, les Allemands atteignirent en partie leur but qui était de retarder le mouvement des Français afin de les prévenir sur le coteau de Gravelotte, où ils devaient se concentrer.

En effet la réunion à cet endroit des 3e et 4e corps n'était pas encore accomplie quand, le 16 août, à neuf heures du matin, Steinmetz, après avoir passé la Moselle entre Maizières et Mondelange, vint assaillir le flanc des troupes françaises qui se dirigeaient par Briey, vers Etain. En même temps le prince Charles marchant de Pont-à-Mousson vers le nord se dirigeait sur l'autre partie de l'armée française qui défilait entre Gravelotte et Mars-la-Tour. La seconde armée prussienne ayant passé le fleuve dès le jour précédent et pris la route la plus courte rejoignit les Français bien avant l'armée de Steinmetz qui, outre qu'elle avait la Moselle à traverser, devait décrire un long circuit jusqu'à Briey. Il y eut donc combats

séparés, les Français dans leur départ de Metz suivant deux routes divergentes : l'une à l'ouest, dans la direction de Verdun, avec le gros de leurs forces, l'autre, avec le restant des troupes, au nord-ouest, par Briey. Les Français donnèrent à cette double lutte le nom de bataille de Bezonville.

Quoique les Allemands se retirassent et que Bazaine disposât encore de six divisions fraîches, non-seulement il ne les lança pas sur l'ennemi pour le disperser, le rejeter dans les défilés de Gorze et de Chambley et de là le pousser sur la Moselle, mais encore il se retira.

Le maréchal ne sait trouver d'autre excuse à son inexplicable retraite que l'augmentation toujours croissante de l'ennemi, qui à chaque moment recevait des renforts considérables, et les dispositions que prenaient les Prussiens pour occuper la position de Fresnes, en avant de Verdun, position qui pouvait faire courir de grands risques à son armée si elle se fût portée en avant, *ce qui aurait pu influencer funestement*

les opérations ultérieures. Dans ces dernières paroles est l'explication véritable du fait : Bazaine avait accepté le commandement en chef sous condition de ne compromettre l'armée dans aucune bataille, celle-ci devant être donnée par Napoléon afin qu'il en recueillît la gloire et le fruit.

Les Français donc, après avoir campé sur le champ de bataille, abandonnèrent le lendemain le terrain conquis pour se rapprocher de Metz où Bazaine, prétend-il, pensait pouvoir mieux retrancher ses troupes, recueillir les détachements qui se trouvaient sur la rive droite de la Moselle et attendre une autre occasion plus favorable pour se diriger sur Verdun.

Et ici nous voyons immédiatement la contradiction du chef français qui donne pour raison de sa retraite l'augmentation des forces ennemies, et puis ajoute qu'il s'arrêta pour mieux s'avancer. Mais toute perte de temps ne lui était-elle pas nuisible puisqu'elle facilitait la jonction des trois armées allemandes? S'il ne

croyait pas pouvoir marcher sur Verdun après avoir battu Steinmetz, comment pouvait-il espérer le faire quand à celui-ci se serait réunie l'armée du prince Frédéric-Charles? quand celle du prince de Prusse se trouverait assez voisine pour appuyer les deux autres du centre et de la droite? quand sa retraite et son inaction avaient permis aux Prussiens d'occuper la position de Fresnes? quand les armées du prince Frédéric-Charles et de Steinmetz auraient barricadé tous les passages, tous les débouchés pouvant donner issue aux Français et établi leurs troupes de manière à former un camp retranché aussi difficile à forcer qu'il leur était à elles difficile de forcer le camp de Metz? quand enfin les trois armées allemandes se trouveraient en ligne?

En tel cas la ligne des Allemands se serait trouvée ainsi disposée (1) : à la droite de Steinmetz, qui aurait occupé le pays qui

(1) C'est aussi, comme on le verra, de cette façon que l'armée allemande fut disposée vers la fin d'août. Seulement à cette époque l'armée de droite, reconstituée, était sous les ordres du prince de Saxe. (N. du trad.)

s'étend de la frontière belge à Verdun, appuyant sa gauche à l'armée du prince de Prusse qui, passant la Moselle à la tête de cent cinquante mille hommes, se serait rendu à Bar-le-Duc avec son quartier-général; puis le prince Frédéric-Charles qui couvert sur la gauche par le prince royal aurait bloqué Metz.

Ainsi sur la rive gauche de la Moselle, en avant de Metz, les Allemands eussent occupé les deux côtés du triangle dont le troisième, très-long, qui réunit Châlons, Montmédy et Metz, devait être parcouru par Napoléon III pour rejoindre Bazaine. Mais il était impossible d'effectuer une telle marche de flanc à proximité de quatre cent soixante mille Allemands qui, pour envelopper l'armée française, n'avaient qu'à suivre ses traces avec leur gauche, gagner la route de Châlons à Verdun dans une direction perpendiculaire à sa marche, et converger de manière à lui couper la retraite sur Châlons, comme nous le démontrerons plus clairement en discourant de la bataille de

Sedan. De même, il fût devenu impossible à Bazaine de passer sur la rive gauche de la Moselle et de remonter la Meuse jusqu'à Verdun après que Steinmetz aurait eu loisir de compléter l'investissement du côté de la route de Thionville et Longuyon, seule voie encore ouverte aux Français.

Ainsi chacune des armées françaises, en se mettant en mouvement, courait le risque d'être enveloppée et dispersée : celle de Châlons par les armées allemandes du centre et de la gauche ; celle de Bazaine par les armées de droite et du centre. Cela ne dut pas échapper à la sagacité de Bazaine comme cela n'échappa pas au coup d'œil militaire de Mac-Mahon qui l'exposa au ministre de la guerre. Mais les deux maréchaux commirent la coupable faute d'accepter, ou de subir l'influence funeste de leur empereur et aussi de faire trop de fond sur l'indomptable valeur de leurs soldats.

Ainsi : l'inexpérience de Napoléon et son caractère hésitant occasionnèrent les désastres de Wissembourg, Wœrth et Forbach ; la do-

cilité de Mac-Mahon rendit Sedan possible; la condescendance de Bazaine — en acceptant le plan fatal de Napoléon et en se retirant, pour ce motif après la victoire de Bezonville — prépara la capitulation de Sedan et par suite celle de Metz qui contribua puissamment à l'humiliation des armes françaises, car, si Metz fût restée intacte, la République aurait pu reprendre, au commencement du printemps, la campagne sous de meilleurs auspices.

Le 18 août, plus de deux cent quatre-vingt mille Allemands, faisant partie des trois armées et pourvus d'une nombreuse artillerie, sous les ordres du roi Guillaume, attaquèrent, en avant de Metz, les lignes françaises défendues seulement par cent vingt mille hommes se développant sur un front de bataille de vingt à vingt-cinq kilomètres. Des deux côtés on lutta avec fureur. Les Allemands répétèrent à plusieurs reprises leurs attaques, spécialement vers Mars-la-Tour, que les premières colonnes françaises, se dirigeant sur Verdun, avaient

déjà dépassé. Celles-ci durent rétrograder et sur ce point l'engagement fut terrible. Les Prussiens voulaient rejeter les Français en arrière, sur Metz; ceux-ci voulaient maintenir libre le passage et protéger le défilé des bagages qui s'opérait par l'autre route qui court, derrière celle de Mars-la-Tour, par Gravelotte, Conflans, Etain. Simultanément la droite du prince Frédéric-Charles attaquait le coteau de Gravelotte qui se trouve presqu'à portée du tir des premières œuvres avancées du camp retranché de Metz. Là aussi l'action s'engagea très-vive et se poursuivit jusqu'à la nuit avancée.

Les efforts de l'ennemi se portèrent sur les 4ᵉ et 6ᵉ corps, mais spécialement sur le 6ᵉ qui était à l'extrême droite, à Saint-Privat-la-Montagne, sur la route de Briey. Les commandants de ces deux corps, Ladmirault et Canrobert, demandèrent instamment le concours de la garde; mais Bazaine, qui ne se trouvait pas sur le champ de bataille, ne l'expédia que tard, vers huit heures du soir.

Malgré ce retard son apparition occasionna une véritable panique dans l'armée prussienne qui se désista de ses attaques sur la droite pendant qu'elle était repoussée, sur la gauche, en arrière de Gravelotte et arrêtée à Mars-la-Tour. C'est donc à bon droit que les Français s'attribuent le succès de la journée du 18, auquel ils donnèrent le nom de bataille de Gravelotte et que les Allemands appellent bataille de Gorie.

Pour nous, nous sommes moins surpris de voir cent vingt mille Français battre deux cent quatre-vingt mille Allemands, qu'émerveillés de ce que les Français après les revers de Wissembourg, Wœrth et Forbach, soient restés si fermes et si disciplinés, sans se laisser abattre par leurs malheurs immérités! Cela prouve non-seulement leur incomparable valeur, mais aussi la perfection de leurs institutions militaires si mal jugées par ceux qui attribuent le succès des armées allemandes non à leur extraordinaire supériorité numérique et à l'impéritie de Napoléon, mais à la supériorité

de leur organisation et à leur prétendue tactique nouvelle (1).

Mais, de même que Bazaine, après la victoire du 16 avait le 17 ordonné la retraite, de même, dans la nuit du 18 au 19 il fit replier son armée sous les forts de Metz. De sorte que, bien que battus, les Allemands purent se vanter d'avoir rechassé les Français dans leur camp, de les avoir bloqués et de s'être emparés des armes et des blessés qu'on avait été contraint d'abandonner sur le champ de bataille. Bazaine accomplissait ainsi ponctuellement ses engagements envers l'empereur avec lequel il se tenait en relation ; c'est-à-dire il attirait à soi les forces ennemies, attendant à Metz les secours que l'on préparait à Châlons et à Paris.

Les Allemands profitèrent du temps que leur laissa ce sot projet : ils réorganisèrent à loisir leurs armées décimées par la sanglante bataille du 14 et leurs défaites du 16 et du 18. L'armée de Steinmetz étant complétement

(1) Voir note H.

désorganisée à cause des pertes subies à Doncourt et Jaumont, elle fut démembrée et les troupes distribuées dans les armées du prince Frédéric-Charles et du prince héréditaire que les morts, blessés et maladies avaient réduites à trois cent mille combattants au plus. Comment ceux-ci auraient-ils jamais pu investir complétement Metz qui, avec le camp retranché, a plus de dix kilomètres de diamètre, et en même temps s'opposer à la marche de l'armée de Mac-Mahon, forte de cent soixante mille hommes, si Bazaine au lieu de se tenir renfermé avait, s'appuyant sur son camp, continué de tenir la campagne?

Pendant donc que Napoléon restait à Châlons et Bazaine à Metz, les Prussiens tiraient d'Allemagne de nouveaux renforts. Ils divisèrent leurs forces en deux grandes armées ; l'une, sous les ordres du prince Frédéric-Charles, destinée à observer Metz et l'armée de Bazaine; l'autre, commandée par le prince héréditaire, ayant pour mission de s'avancer sur Châlons et Paris. Durant ce remaniement la réserve de la land-

wehr rejoignit le camp et diverses classes de la landsturm furent appelées sous les armes pour garnir les plages maritimes prussiennes et faire le service intérieur des Etats confédérés.

La plus vulgaire prudence commandait à Bazaine de reprendre la campagne avant que les renforts et les réserves de la landwehr ne fussent arrivés au camp allemand. Puisqu'il avait pu soutenir, et avec avantage, la lutte contre les armées de Steinmetz et de Frédéric-Charles, pourquoi rester renfermé maintenant qu'il n'avait plus devant lui que l'armée du prince ? et en voie de réorganisation ! Si cependant les pertes qu'il avait souffertes ne lui permettaient pas de s'aventurer sur la route de Verdun où il courait le risque d'avoir à combattre les deux armées ennemies qui se seraient réunies pour lui livrer bataille, pourquoi, tout au moins, ne pas se tenir en dehors de son camp retranché et ne pas faire réquisitionner dans tous les villages de la contrée les vivres dont ils abondaient, pour en priver l'ennemi et ménager les provisions de Metz?

Du reste, si Bazaine, plus que la gloire de Napoléon, eût eu à cœur sa propre gloire et, conséquemment, le salut de la France, il aurait dû, immédiatement, sortir de Metz et se porter rapidement sur Thionville ou Courcelles. Loin de là, il resta immobile jusqu'au 26 où, à trois heures du matin, il se décida à faire passer sur la rive droite les 4e et 6e corps et la garde impériale pour forcer le passage le long de la Moselle.

A l'approche des Français, les avant-postes prussiens se retirent en toute précipitation; mais Bazaine arrête ses colonnes, laisse sans motif écouler les heures, puis à une heure après midi éclate un orage épouvantable qui, en peu de temps, rend le terrain impraticable.

Le conseil de guerre se réunit et, sur l'assertion du général Soleil qu'il ne reste pas assez de munitions pour soutenir plusieurs jours de combat, décide qu'il faut rentrer dans la place.

Le soir l'armée rentre au camp, puis, le 31,

elle en sort de nouveau pour reprendre les positions du 26. A quatre heures du soir, les colonnes s'élancent à l'attaque : le 3e corps a pour mission de tourner la position de Sainte-Barbe, pendant que les 4e et 6e corps affronteront la ligne ennemie. Après de longs efforts, Canrobert s'empare de Noisseville; deux divisions, ayant à leur tête le général Changarnier, emportent à la baïonnette l'importante position de Servigny; Charly et Poixe sont occupés par le 4e corps.

Cette journée eût été décisive si l'attaque avait eu lieu plus tôt et si Bazaine s'était servi du 2e corps d'armée, de la garde, de la cavalerie et de deux divisions — restées inactives — des 3e et 4e corps. Avec ces troupes fraîches, montant à environ soixante mille hommes, on pouvait tourner Sainte-Barbe et rejeter l'ennemi sur Molzoy et Argancy. Mais la nuit étant survenue, les Allemands eurent le temps de faire avancer leurs réserves, et les Français furent contraints d'abandonner Servigny.

Le matin du 1er septembre les Français ne purent reprendre les positions qu'ils avaient conquises le 31 août; ils furent même obligés d'évacuer le village de Noisseville sur lequel s'appuyait le 3e corps d'armée : ce village se trouvant foudroyé par une nombreuse artillerie. Ainsi échoua, cette fois encore, la tentative de se porter à la rencontre de Mac-Mahon, dont la présence était signalée dans les environs de Thionville.

Mais, que Mac-Mahon fût ou non en marche pour débloquer Bazaine, celui-ci devait le 31 pousser définitivement son mouvement, développer contre l'ennemi toutes ses forces, lui livrer bataille, dégager Metz et recouvrer sa liberté d'action. S'il échouait, il était toujours temps de rentrer dans le camp retranché; s'il réussissait, à l'approche de Mac-Mahon, il tâchait d'affronter le prince de Prusse. Si Mac-Mahon eût été battu, alors Bazaine se serait retiré en cherchant à gagner la route de Paris; si cela même était impossible, il avait la ressource de se réfugier sur le territoire belge.

Metz, abandonnée à ses propres forces, aurait résisté beaucoup plus longtemps qu'elle ne le fit, car elle n'eût pas été obligée de partager ses vivres avec une armée nombreuse et de les consommer bien avant le temps.

Mais Napoléon voulait que Bazaine cherchât à maintenir intacte son armée jusqu'au jour où il pourrait se mettre lui-même en marche de Châlons pour lui donner la main. Ceci explique les tâtonnements continuels du maréchal, ses batailles indécises, ses inopportunes retraites. Ajoutons que l'audace et le coup d'œil militaire de Bazaine ne sont pas à la hauteur de son talent de stratégiste et de son courage.

A dater du 2 septembre, les corps de l'armée de Bazaine furent occupés à fortifier les débouchés de toute la ligne et à installer définitivement leurs campements.

Les Prussiens mirent habilement à profit ce temps de répit. N'étant plus inquiétés par des démonstrations, des menaces d'attaque, des com-

bats, ils s'employèrent à réorganiser promptement leurs troupes et à remplir les vides causés par les maladies et le feu de l'ennemi. Au fur et à mesure qu'un corps était au complet, on l'expédiait en avant, sur la route de Châlons et Paris, en le faisant précéder de nuées de uhlans qui jetaient l'épouvante dans les populations. Un corps était envoyé pour bloquer Verdun, dernier anneau reliant Metz à Châlons, et le prince Frédéric-Charles complétait l'investissement de Metz, se fortifiant sur les hauteurs qui sont à l'occident de la ville.

De son côté, le prince de Prusse s'était avancé sur Châlons, s'emparant en chemin de Bar-le-Duc, Saint-Dizier, Epernay et de diverses autres villes situées sur la route qui suit la vallée de la Marne; le 25 août il était devant Châlons.

Napoléon III n'avait pas attendu que les Allemands fussent à proximité de son armée. Dès le 18 août il l'avait fait mettre en mouve-

ment pour la diriger vers le nord, par Reims.

Les bataillons de la garde mobile parisienne, qui se trouvaient au camp, avaient été renvoyés à Paris, laissant leur fourniment aux troupes de Mac-Mahon qui en manquaient. Deux bataillons seulement restèrent incorporés à l'armée (1) qui se composait de cinq corps : les 1er, 2e, 7e, 12e et 13e, ces deux derniers de nouvelle formation, et qui comptait environ cent soixante mille combattants. Paris se préparait à faire une vigoureuse résistance; la défense en fut confiée au général Trochu.

On résolut de former une troisième armée en se servant, pour les cadres de quarante régiments d'infanterie, des dépôts des divers régiments, et en appelant sous les drapeaux les gardes mobiles, les soldats en congé et les volontaires.

Les places fortes de Strasbourg, Phalsbourg,

(1) Ces deux bataillons, les 10e et 12e n'étaient pas avec l'armée de Mac-Mahon : ils avaient été dirigés sur Besançon où on les arma. Dans les premiers jours de septembre, ils furent aussi envoyés à Paris. (N. du trad.)

Verdun, Toul, résistaient énergiquement aux attaques des Allemands qui, à cette époque, les serraient de plus ou moins près.

Enfin, la flotte française, divisée en deux escadres, avait fait son apparition devant Helgoland et Kiel, et leur avait lancé quelques bombes; le blocus des villes maritimes allemandes était déclaré.

Et voici que nous approchons du lugubre drame de Sedan, qui enveloppa l'armée et la France dans une immense infortune et leur infligea une humiliation si profonde.

Les Allemands ayant reçu des renforts considérables réorganisèrent la troisième armée. Composée de cent mille hommes, sous les ordres du prince de Saxe, elle occupait le pays qui s'étend de la frontière belge à Verdun, reliant sa gauche à l'armée du prince de Prusse qui à la tête de cent cinquante mille hommes avait établi son quartier-général à Bar-le-Duc. Les deux cent cinquante mille hommes du prince Frédéric-Charles bloquaient Metz.

La position des belligérants peut être ainsi considérée : Bazaine à Metz, c'est-à-dire au centre d'un secteur circulaire dont les rayons étaient les deux routes Metz-Châlons, occupée par le prince héréditaire, et Metz-Thionville-Montmédy, occupée par les armées du prince Frédéric-Charles et du prince de Saxe. L'arc, qui passe par Châlons, Montmédy et Thionville devait être parcouru par Napoléon pour se rendre de la Marne sur la Meuse et la Moselle.

Il résulte de cela que, pour réunir leurs forces sur un point quelconque de l'arc Châlons-Montmédy, les Allemands n'avaient autre chose à faire que passer d'une route à une autre en parcourant de petits arcs concentriques ; arcs d'autant plus petits qu'ils se rapprochaient du centre, c'est-à-dire de Metz.

Entre les deux armées françaises formant un total de trois cent mille hommes environ, éloignées l'une de l'autre de près de cent cinquante kilomètres, se trouvaient quatre cent soixante mille Allemands cherchant à empê-

cher leur réunion. L'armée de Metz était désormais bloquée dans son camp retranché et dans l'impossibilité d'en sortir; l'armée de Châlons libre de ses mouvements sur les flancs et sur les derrières, ne pouvait rien faire en avant, menacée qu'elle était par les armées prussiennes du centre et de la gauche en forces de beaucoup prépondérantes. Pour se réunir à Bazaine, Napoléon était obligé de faire exécuter à son armée une marche de flanc en parcourant la droite ou la gauche des Prussiens, puis de fondre sur l'armée du prince Frédéric-Charles afin de rompre la ligne du blocus avec la coopération de Bazaine. Pour exécuter ce dessein il ne fallait rien moins que : surprendre l'ennemi, lui dissimuler au moins six étapes et tailler en pièces l'armée du centre! Mais, surprendre les Allemands qui connaissant indubitablement le dessein des Français, car ils ne pouvaient en avoir d'autre, se gardaient très-bien dans leurs retranchements et étaient éclairés par une cavalerie nombreuse et entreprenante, était chose impossi-

ble. Cacher six marches sur douze environ que les Français avaient à faire pour parcourir la ligne de Châlons, Reims, Stenay, Montmédy, Metz, c'était une insigne folie que de l'espérer. Les Prussiens mis sur le qui-vive, pourvus d'une forte cavalerie, n'ayant à parcourir qu'une cinquantaine de milles tandis que Napoléon en avait à faire cent cinquante, étaient en mesure de le rejoindre en quelque point que ce fût de la courbe et de l'écraser.

Comment Napoléon pouvait-il en outre espérer tromper les Prussiens pendant six jours de marche en traînant avec lui quatre cents canons et douze cents chariots? Il est vrai que l'autre route, celle par la gauche allemande était moins longue, mais outre qu'elle était battue par la cavalerie ennemie et des colonnes mobiles d'infanterie qui descendaient jusqu'à Commercy, Bar-le-Duc et Saint-Dizier, elle éloignait les Français de la route de Paris; pour la rejoindre il eût fallu remporter une nouvelle victoire sur la rive droite de la Moselle ou sur la Meuse, tandis que par la pre-

mière route une seule victoire sauvait à la fois Paris et Metz.

Napoléon, décidé à vaincre et recueillir les applaudissements des Parisiens ou à tomber, risqua le sort de l'armée et de la France dans une entreprise condamnée non-seulement par la science mais par le plus vulgaire sens commun. Il prit en conséquence le parti le plus périlleux, celui de passer au delà de l'Argonne sur la droite des Prussiens.

Il laissait ainsi cette sorte de rideau formé par les bois et les marais de l'Argonne entre son armée et l'ennemi. Peut-être pensait-il imiter Dumouriez. Mais sa position était bien différente de celle de l'heureux général républicain. Dumouriez se retirait de Sedan sur Châlons; il commençait son mouvement en se couvrant par l'Argonne; quand ensuite il eut dépassé la forêt et gagné deux jours de marche sur l'ennemi il avait atteint son but qui consistait à arriver sur la ligne de la Marne où il était sûr de pouvoir lutter avec avantage.

Napoléon au contraire commençait son

mouvement à découvert, et, quand il gagnait l'Argonne, son but n'était nullement atteint, puisqu'il devait descendre la Meuse quand déjà l'ennemi aurait pris l'éveil. Le duc de Brunswick qui se trouvait à Verdun devait être dans l'incertitude sur les projets de Dumouriez, tandis que les Allemands cette fois savaient parfaitement que Napoléon ne s'étant pas retiré à temps derrière la Loire, voulait rejoindre Bazaine. Dumouriez était à la tête d'une petite armée, de vingt-trois mille hommes, avec peu d'artillerie et d'impedimenta et pouvait conséquemment par une marche rapide se dérober à la vigilance de l'ennemi. Napoléon, lui, conduisait une grosse armée de cent soixante mille hommes, avec mille ou douze cents chariots et quatre cents canons; il était obligé de marcher avec lenteur et de se garder contre les irruptions d'une cavalerie nombreuse.

Enfin l'Argonne était en 1792 bien plus impraticable qu'aujourd'hui où elle est tra-

versée par beaucoup de routes de construction récente.

Le 21 août Napoléon partit pour Reims; le 23 les troupes françaises s'établirent sur la Suippe, à Selles, puis le 25 à Réthel, se rapprochant ainsi de la ligne du chemin de fer pour faciliter l'approvisionnement; le 26 le quartier-général fut porté à Tourteron; le 27 l'armée arriva au Chesnes. Mais ce même jour le prince de Saxe avait relié sa droite au prince royal de Prusse; comme on devait s'y attendre les Prussiens avaient déjà gagné de vitesse les Français et les avaient prévenus. C'est aussi ce même jour que Bazaine avec le gros de ses forces était passé sur la rive droite de la Moselle dans le but évident de remonter la Meuse quand Napoléon marcherait sur Verdun. Ce qui prouve une fois de plus que le maréchal suivait ponctuellement et fatalement les ordres de son empereur.

Le 28 le quartier-général français atteignit Stonne, mais les divers corps se trouvaient encore échelonnés en ordre de marche et ne

purent se grouper tous autour de cette position.

Pendant ce temps les Allemands avaient réuni de grandes forces à Stenay pour attaquer là les Français qui devaient y passer pour de là descendre à Montmédy.

Voyant que leur projet échouait, les Français établirent leur quartier-général à Raucourt, afin de passer sur la rive droite de la Meuse, à Mouzon. Mais dans la matinée du 30 août, pendant qu'ils exécutaient ce mouvement l'armée prussienne attaqua les 5e et 7e corps qui se trouvaient encore sur la rive gauche et les dispersa, les rejetant en désordre vers Mouzon et Carignan. Voyant donc l'impossibilité de poursuivre leur marche sur Metz, les Français se retirèrent sur Sedan, où ils arrivèrent dans la nuit du 30 au 31 et la matinée de ce dernier jour.

Cependant les troupes allemandes traversaient l'Argonne et s'avançaient contre l'armée française qui, arrivée à Sedan, se trouvait disposée en demi-cercle, les deux ailes

appuyées à la Meuse qui formait le diamètre, le front regardant par conséquent cette rivière, et la droite tournée du côté par où s'avançaient les Prussiens, dominée par les hauteurs. A peine les Bavarois, venant de l'est de Sedan, et commandés par le prince de Saxe, arrivèrent-ils sur les hauteurs de Beaumont qu'ils les couronnèrent d'une artillerie formidable. Un corps de réserve composé d'infanterie et d'une nombreuse cavalerie prît position dans la plaine de Donchery pour couper les communications des Français avec Mézières; enfin les contreforts de la rive gauche de la Meuse furent aussi garnis d'une forte artillerie destinée à flanquer les attaques de la rive droite. D'un autre côté l'armée du prince royal de Prusse, venant de l'ouest, se disposait à se réunir sur le plateau d'Illy à celle du prince de Saxe afin d'envelopper entièrement l'armée française.

Pour échapper à ce dernier et suprême danger les Français auraient dû prévenir l'ennemi en occupant les hauteurs d'Illy et de Givonne.

Il est vrai qu'ils se seraient ainsi trouvés coupés de la France avec la retraite sur la Belgique seulement; mais ne valait-il pas mieux se défendre énergiquement sur ces hauteurs, et en cas de défaite, se retirer en Belgique, que de risquer d'être entourés, foudroyés par l'artillerie ennemie, avec la certitude d'être écrasés et contraints de se rendre?

Le 1er septembre, à la pointe du jour, les Bavarois commencèrent l'attaque vers l'est, à Bazeilles et peu à peu s'étendirent à la Moncelle, à Givonne et à l'ouest, sur les hauteurs de Floing. Dès le commencement de l'attaque le maréchal Mac-Mahon fut blessé par un éclat d'obus. Le général Ducrot, qui lui succéda dans le commandement, avait reçu des instructions qui lui prescrivaient de se retirer sur Mézières. Sage dessein, et qui aurait sauvé l'armée. Mais l'empereur en avait décidé autrement, en confiant à ce moment suprême le commandement en chef au général Wimpffen qui, arrivé de la veille, ne connaissait rien des instructions données par Mac-Mahon et n'était

non plus connu de l'armée dont il assumait la direction dans d'aussi difficiles conditions!

Le nouveau général en chef estimant périlleux d'exécuter la retraite en plein jour résolut de continuer la lutte et de se soutenir dans ses positions jusqu'à la nuit.

Mais si, comme il l'assure, la retraite était difficile à opérer à neuf heures du matin quand le prince de Prusse n'était pas encore arrivé sur le champ de bataille, comment espérait-il pouvoir l'effectuer après son arrivée, après que les troupes auraient été longtemps exposées à un feu meurtrier d'artillerie, après enfin que les armées ennemies s'étant pu réunir auraient resserré le cercle de leurs attaques?

Jusqu'à deux heures les Français soutinrent vigoureusement une lutte inégale. Mais en ce moment l'armée du prince royal de Prusse, venant de l'ouest, opérait sa jonction sur le plateau d'Illy avec celle du prince de Saxe et l'armée française se trouvait complétement entourée.

C'était donc opportunément que Mac-Mahon avait ordonné la retraite sur Mézières et ensuite sur Paris : elle aurait sauvé l'armée et peut-être changé le résultat de la campagne. Mais Napoléon préférait se rendre aux Prussiens et humilier la France plutôt que de s'exposer à la colère des Parisiens qui fort probablement lui eussent fait un très-vilain parti. C'est ce qui lui fit enlever le commandement au général Ducrot, qui s'était empressé de mettre à exécution les ordres de Mac-Mahon. Mais, encore que la peur et le dépit induisissent Napoléon à prendre une aussi déplorable et aussi coupable détermination, pourquoi ne cherchait-il pas tout au moins à sauver l'armée? Pourquoi ne faisait-il pas occuper les hauteurs d'Illy et de Givonne?

Wimpffen résolut donc de continuer la bataille malgré la désastreuse condition où se trouvaient ses troupes. Pendant encore cinq heures les Français résistèrent aux attaques répétées et meurtrières de l'ennemi. Soixante à soixante-cinq mille hommes soutinrent sur

le plateau d'Illy un combat terrible contre plus de deux cent vingt mille Allemands. Mais la lutte était hors de toutes proportions et impossible à soutenir ultérieurement. Le général Wimpffen se décida alors à retirer ses troupes et à les masser sous le canon de la place, ce qui n'aurait, du reste, laissé que peu de jours de répit aux Français. Mais les troupes étaient à peine arrivées sous Sedan, que Napoléon III fit hisser le drapeau blanc sur la citadelle et ordonna à Wimpffen de faire cesser le feu et de traiter de la reddition!

Les Français avaient perdu de quarante-cinq à cinquante mille hommes entre morts, blessés et prisonniers; l'armée était quasi désorganisée; la reddition était une nécessité douloureuse, mais en cas cependant que l'ennemi accordât des conditions honorables. Sinon il fallait défendre la place jusqu'à épuisement de vivres et de munitions, puis se rendre à discrétion. Mais Napoléon, tenant peu à l'honneur de ses armes, avait résolu de se concilier le roi Guillaume en lui

remettant son épée et se constituant son prisonnier.

Le 2 septembre donc, Wimpffen signa cette honteuse capitulation de Sedan, par laquelle l'armée était constituée prisonnière de guerre et la place rendue sans que ses murs eussent été touchés par le canon ennemi! Selon les décrets de Carnot regardant la défense des places fortes, décrets approuvés depuis par le premier consul, le commandant de Sedan, c'est-à-dire Napoléon III, ayant fait déposer les armes sans que l'ennemi eût ouvert une brèche, avant que la place n'eût consommé ses vivres et ses munitions de guerre, aurait dû être jugé et condamné ; mais il ceignait la couronne impériale!

Ainsi s'accomplit la catastrophe de Sedan qui devait entraîner comme conséquence l'autre honte de Metz !

La France, secouée par tant de ruines et d'humiliations, acclame la République qui, si elle n'était pas saluée par la majorité des Français comme forme de gouvernement désirée,

fut certainement acceptée par l'unanimité des citoyens comme protestation contre l'empire et comme démonstration en faveur de la continuation à outrance de la guerre contre le féroce ennemi de la patrie.

Des cinq cent mille hommes de l'armée régulière, il ne restait plus de disponible que les trente mille du corps du général Vinoy; tout le reste avait été gaspillé en moins de deux mois. Le gouvernement de Paris, qui voulut s'appeler gouvernement de la défense nationale, ne se découragea pas pour cela. Confiant dans le courage et le patriotisme des Français, il chercha non-seulement à pourvoir à la défense de la capitale, mais encore à créer de nouvelles armées. Entreprise outre mesure difficile au point où la guerre en était arrivée! Presque désespérée même, car tout, tant dans l'ordre moral que dans l'ordre matériel, était sens dessus dessous.

Nonobstant, le gouvernement de la défense n'épargna rien pour ranimer le courage des citoyens, pour lever de nouveaux régiments,

8.

pour combler les vides immenses faits dans le matériel de guerre, et pour rendre Paris inexpugnable.

Et Paris sauva l'honneur des armes françaises et de la France en arrêtant pendant cinq mois la marche triomphale de plus de six cent mille Allemands, et en ne cédant qu'aux horreurs de la famine!

Au corps du général Vinoy, rentré à Paris après la reddition de Sedan, et aux huit mille canonniers et soldats de marine qui déjà s'y étaient rassemblés, on adjoignit quinze à vingt mille soldats débandés ou de passage. Avec ces forces et avec les nouvelles levées, le gouvernement organisa deux nouveaux corps de trente mille hommes chacun; il appela les gardes mobiles des départements voisins, au nombre d'environ quatre-vingt mille; enfin, il mobilisa les gardes nationales de Paris, qui fournirent de cent cinquante à cent quatre-vingt mille hommes. On pourvut ainsi à la défense de la ville par la création d'une armée de trois cent mille hommes.

A ceci s'ajouta l'organisation militaire des forces qui devaient concourir à la défense de la France et débloquer Paris. A cet effet, en Sologne, sur la rive gauche de la Loire, se formait le 15e corps d'armée qui, dans les premiers jours d'octobre, prit position derrière le Beuvron. Peu après s'organisa le 16e corps qui, avec le 15e, forma le noyau de l'armée de la Loire, commandée par le général d'Aurelle de Paladines. Sur la Loire, à l'est, se rassemblaient aussi beaucoup de volontaires et de gardes mobiles. Enfin, dans le nord, se réunissait une armée dont le commandement fut confié au général Faidherbe.

Pendant ce temps, les Allemands se répandaient sur les deux rives de la Seine, pénétraient dans la riche Beauce et, le 11 octobre au soir, occupaient Orléans, après avoir repoussé le peu de troupes que les généraux de Polhès (1) et de la Motterouge avaient réunies

(1) Voir, pour *la résistance opposée par le général Polhès,* la note I.

en hâte. Mais ils n'avaient encore pu réussir à réduire les places fortes de Strasbourg, Metz et Verdun, qui tenaient énergiquement malgré leurs intimations et leurs attaques.

Or, les Allemands ne pouvaient procéder sérieusement contre Paris tant que leurs communications avec l'Allemagne n'étaient pas assurées, c'est-à-dire tant que les places de Strasbourg et Metz restaient au pouvoir des Français. La première, comme on l'a vu précédemment, protége tout le cours du Rhin dans la partie où ce fleuve forme la frontière de la France et de l'Allemagne, et domine le chemin de fer qui met l'Allemagne méridionale en relation avec la France du nord; la seconde garde les frontières septentrionales de la France et domine l'autre chemin de fer principal qui mène de la France septentrionale à l'Allemagne centrale et septentrionale.

En outre, ils attendaient les réserves qui devaient venir d'Allemagne renforcer leurs armées très-affaiblies par les pertes souffertes dans les combats, par les nombreuses mala-

dies qui les décimaient et par les gros détachements qu'elles devaient laisser en arrière. D'où, pour eux, double nécessité de s'assurer une base solide d'opération avant de procéder aux opérations ultérieures.

Ils poussèrent donc activement les travaux de siége contre Strasbourg. Ces travaux, commencés le 15 août, furent terminés vers le milieu de septembre, et la place, après avoir soutenu de rudes attaques, capitula le 28 de ce mois, l'ennemi ayant ouvert une brèche.

Restait Metz, le vrai palladium de la France, défendue par cent soixante-dix mille hommes. De ceux-ci cependant, trente mille étaient malades ou blessés, et environ vingt mille, la plupart gardes mobiles, formaient la garnison proprement dite.

Le maréchal Bazaine, qui disposait encore de cent vingt mille combattants avec lesquels, pour ne pas compromettre le salut de la place, il devait tenter de forcer le blocus — quitte au pis aller, à faire débander ses soldats au delà des lignes ennemies — se limita à quel-

ques sorties qui occasionnèrent de graves pertes d'hommes sans aboutir à aucun résultat utile. Ses soldats, non découragés encore, malgré tant de désastres et la catastrophe de Sedan, combattirent avec valeur à Issy, Sainte-Ruffine, Lessine, Chatel-Saint-Germain, Sénécourt, Lauvallier, Vany, Chieulles, Peltre, Ladonchamps. Infructueux combats! car, au moment d'en tirer quelque avantage, arrivait invariablement l'ordre de la retraite, comme dans les combats des 14, 16 et 18 août!

Par ces inutiles tentatives, Bazaine cherchait à ne se compromettre ni aux yeux de son armée, ni à ceux du gouvernement, en feignant de mettre tout en œuvre pour débloquer la place. Mais la vérité est qu'il ne voulait risquer aucune opération décisive, afin que l'empereur, dont il espérait, et peut-être croyait prochain le retour, trouvât son armée intacte. Il eût été ainsi l'instrument de la restauration impériale!

De sorte que, si, avant la reddition de Sedan, Bazaine avait épargné son armée pour la don-

ner forte à Napoléon, et telle qu'elle pût lui procurer une grande victoire, après Sedan, au lieu de combattre pour la République, il combattait encore pour le futur empire par lui souhaité. Avant Sedan, espérant être délivré par Mac-Mahon, il préféra exposer celui-ci à un désastre plutôt que de tenter une opération difficile, mais non impossible; après Sedan, peut-être compta-t-il sur la victoire des Parisiens.

Il est donc clair que Bazaine faisait dépendre les opérations militaires de considérations politiques.

Le mois d'octobre arrivé, il devint impossible de s'ouvrir une route à travers les lignes prussiennes; l'armée était désorganisée moralement et matériellement, et les vivres de la place quasiment consommés; dans un tel état de choses, la capitulation était d'absolue nécessité.

Les 23 octobre Bazaine, après avoir consulté son conseil de guerre, cédait Metz à l'ennemi, rendait ses armes et ses drapeaux et acceptait que toute son armée fût prisonnière de guerre!

Il n'a donc pas eu assez de patriotisme pour sacrifier son ambition et ses affections politiques au salut de son pays! pas plus qu'il n'avait eu assez de hardiesse et de décision pour assurer à son armée les victoires du 14, du 16 et du 18 août.

Napoléon qu'épouvantait l'indignation des Parisiens et qui espérait dans la générosité des Prussiens perdit à Sedan, en même temps que l'armée, son trône; et Bazaine qui détestait la République et espérait la restauration de l'empire, perdit à Metz avec son armée, l'honneur. Sa reddition fut qualifiée de trahison par le gouvernement de la défense comme par le peuple français.

Pour nous, nous ne croyons pas que Bazaine ait trahi dans le sens que le vulgaire a l'habitude de donner à ce mot; il nous semble qu'il a suivi un plan de guerre que son talent militaire et son expérience réprouvaient, mais que ses sympathies politiques et son ambition lui conseillèrent d'adopter.

La reddition de Metz rendit leur liberté de

mouvements à plus de deux cent mille Allemands dont la plus grande partie se mit en marche pour renforcer la ligne d'investissement de Paris.

Malgré cela les Français ne perdirent pas courage ; le mois n'était pas écoulé que l'armée de la Loire était rassemblée et déjà se disposait à affronter l'ennemi.

Le 7 novembre elle le rencontre à Vallières, le repousse et s'avance vers Orléans. Le 9 elle enlève de vive force toutes les positions occupées par les Bavarois à Coulmiers, fait à l'ennemi deux mille prisonniers et occupe Orléans, abandonné par le général Von der Tann qui se retire sur Artenay et ensuite sur Etampes.

L'enthousiasme suscité chez les Français par le succès de cette bataille fut grand ; il fallait en profiter et poursuivre le général Von der Tann l'épée dans les reins. Mais le gouvernement de la défense avait décidé d'arrêter l'armée de la Loire à Orléans qu'il choisissait comme nouvelle base pour les opérations militaires ultérieures. Et puis, quand les Bavarois se

furent remis de l'échec subi à Coulmiers et quand déjà le prince Frédéric-Charles et le grand-duc de Mecklembourg arrivaient à marches forcées pour secourir von der Tann, le gouvernement ordonna au général de Paladines de se diriger sur Pithiviers pour y rencontrer et battre le prince Frédéric-Charles afin de pouvoir ensuite donner la main au général Ducrot, lequel devait, après avoir forcé la ligne de blocus de Paris, s'avancer par la forêt de Fontainebleau. Mais le général d'Aurelle de Paladines fut battu le 2 décembre à la bataille de Loigny et obligé de se retirer sur Orléans et Beaugency, après avoir soutenu de nombreuses et rudes attaques contre des forces bien supérieures aux siennes.

Le gouvernement de la défense forma alors deux armées avec les troupes qui se trouvaient rassemblées sur la Loire : une qui fut mise sous le commandement du général Bourbaki et prit le nom d'armée de l'est; l'autre, donnée au général Chanzy, fut la seconde armée de la Loire.

Avec de jeunes troupes, organisées en toute hâte, il ne fallait entreprendre aucune opération importante avant qu'elles n'eussent acquis une certaine instruction et le tempérament militaire. On devait donc les engager dans de continuelles escarmouches, sans jamais accepter de donner bataille jusqu'à ce que par une longue série de combats elles se fussent habituées au feu et endurcies aux fatigues. Les Allemands, contraints de diviser leurs forces et de s'épuiser, auraient été souvent battus partiellement; alors, les jeunes militaires, encouragés par le succès, pouvaient aborder des entreprises plus sérieuses et menacer les communications de l'ennemi (1).

Certainement le but principal des deux nouvelles armées et de celle du nord était de converger sur Paris pour le débloquer, mais il était aussi d'attirer de leur côté une grande partie des forces ennemies qui l'entouraient afin de favoriser un retour offensif de Trochu. Malheureusement celui-ci se tint sur une dé-

(1) Voir note J.

fensive presque passive,, n'osant donner une grande bataille, comme il aurait dû le faire à tout prix pour délivrer Chanzy des étreintes du prince Frédéric-Charles et lui faciliter la marche sur Paris.

C'est grâce à cette inaction de l'armée de Paris (occasionnée en grande partie — allègue le gouvernement de la défense — par les désordres et les agitations intérieures et par la nature même de l'armée assiégée), que les Prussiens purent impunément affaiblir leur cordon d'investissement pour attaquer les armées de l'ouest et de l'est. Le prince Frédéric-Charles, qui commandait dans l'ouest, poussait Chanzy, pendant que le général Manteuffel marchait contre Bourbaki.

Quoique le prince manœuvrât pendant vingt jours pour envelopper son adversaire et que Manteuffel à la tête de cent mille hommes se fût déjà de beaucoup éloigné de Paris, Trochu n'entreprit rien de sérieux pour soulager Chanzy. Ainsi celui-ci, attaqué le 11 janvier 1871 sur la ligne du Mans par deux cent

mille hommes sous les ordres de Frédéric-Charles et du duc de Mecklembourg, fut battu et obligé de se retirer à Laval, sur la ligne de la Mayenne.

La seconde armée de la Loire avait parcouru le vaste espace qui s'étend de Beaugency à Laval en soutenant valeureusement trois grandes batailles et une foule de combats contre des forces extraordinairement supérieures. Honneur donc à ces jeunes troupes qui au milieu de tant d'infortunes imméritées surent se maintenir fermes dans la discipline et constantes dans la valeur! Honneur au général Chanzy qui par d'habiles et savantes évolutions sut échapper trois fois aux étreintes de son adversaire !

A l'est le corps d'armée du général Garibaldi, qui avait occupé Dijon abandonné par les Prussiens, attaqué par des troupes appartenant à l'aile gauche de l'armée de Manteuffel, les repoussait en leur faisant subir de grandes pertes.

Le général Bourbaki avec quatre-vingt mille

hommes, non pas tous armés, mal vêtus, faibles et souffrants à cause des longues et pénibles marches entreprises dans une saison hivernale extraordinairement rigoureuse, surtout dans ces contrées, pendant qu'il s'épuisait inutilement pour secourir Belfort assiégé par le général de Werder, se trouva pris entre deux feux, coupé de ses communications et contraint de chercher un refuge en Suisse.

A nous il semble que ces trois armées agirent sans concert entre elles et sans plan de campagne préconçu. C'est à cela qu'il faut principalement attribuer l'insuccès de la seconde armée de la Loire, le désastre de l'armée de l'Est et l'isolement de Garibaldi. Il manqua donc au gouvernement de la défense un Carnot pour sauver la France!

Le général Faidherbe se soutenait au nord, remportant même quelques succès à Pont de Noyelle, Bapaume, etc., qui lui permirent de s'établir sur la route de Lille et Arras à Paris. Mais il était trop faible pour pouvoir seul se-

courir la capitale sans le concours efficace de l'armée de Trochu.

Perdant l'espoir de voir délivrer Paris, serré de tous côtés par les troupes du prince royal de Prusse, le gouvernement de la défense nationale se résigna à entrer en pourparlers avec l'ennemi. La sanglante et terrible lutte était terminée.

En résumant les causes des désastres des armes françaises, nous trouvons que les principales peuvent se réduire à celles-ci : la résolution de Napoléon III d'assumer le commandement en chef, croyant, parce qu'il avait hérité du nom du plus grand capitaine du siècle, qu'il avait hérité aussi de son génie et de sa fortune; l'étourderie avec laquelle il courut au-devant de l'épouvantable catastrophe; les vices du plan de guerre; la mauvaise direction que l'empereur imprima à son exécution; l'étendue du front d'opération sur lequel étaient disposés les combattants en nombre non proportionné à son grand développement;

l'imparfaite liaison de certaines divisions avec leurs corps d'armée respectifs et de ceux-ci entre eux; la modicité des forces, de beaucoup inférieures à celles de l'ennemi, et, complétement insuffisantes pour de grandes entreprises; la présence de Napoléon III au quartier-général de Metz, puis à celui de Châlons; les accords probables pris dans l'intérêt de la dynastie des Bonaparte entre l'empereur, la régence et Bazaine.

Les raisons secondaires sont les suivantes: le souvenir des victoires de la République et de l'empire, qui maintenait en France et dans l'armée une confiance exagérée dans la valeur française et inspirait le mépris de l'étranger; l'esprit de dilapidation dans les affaires; le favoritisme introduit dans toutes les habitudes du pays et qui faisait qu'on voulait des hommes complaisamment dévoués au pouvoir et non des serviteurs du pays; finalement le système politique de l'empire qui eut pour résultat l'énervement de l'armée et de la nation.

Qui ne voit les conséquences funestes que

devaient amener de telles causes? C'est par elles que la France a été si terriblement frappée de l'adverse fortune et comme jamais nation ne le fut! Pendant six longs mois elle s'est vue bouleversée par une longue et cruelle série de malheurs et de désastres extraordinaires! Et pourtant quand partout on croyait les Français fatigués, abattus, prostrés au physique et au moral, quand on entendait répéter avec Machiavel : *Les Français sont au commencement plus que des hommes et à la fin moins que des femmes*(1), les voici qui engagent une nouvelle lutte, féroce et fratricide, dans laquelle ils déploient une rage, une valeur et une audace qu'on ne leur avait jamais vues pendant la guerre contre les Prussiens!

Pauvre France! Tu as expié trop cruellement la faute d'avoir acclamé l'empire. Maintenant que tu as reconquis la paix au prix de tant de sang et de sacrifices, Dieu fasse que tes blessures soient bientôt cicatrisées, et, qu'é-

(1) I Francesi essere in principio più che uomini, e in fine meno che femmine.

clairée par les dures leçons de l'adversité tu les mettes à profit. Que le malheur te soit un maître utile! Il le faut pour la civilisation du monde.

NOTES DU TRADUCTEUR

NOTE A. (Page IX.)

Du 20 juillet au 2 septembre 1870, le général Girolamo Ulloa a publié, dans le journal *Il Diritto*, une dizaine d'articles sur la guerre franco-allemande; la présente brochure, écrite en juin 1871 et publiée à Florence deux mois après, n'en est — dans la seconde partie et presque toute la troisième — que le résumé; la première partie est un préambule dans lequel l'auteur fait une vive et fine satire des divagations des doctrinaires germanophiles et expose quelques idées personnelles — que pour ma part je n'accepte pas de tous points — et la fin de la troisième, un sommaire des événements militaires postérieurs à Sedan.

Dans plusieurs des notes suivantes je donnerai, traduits presque littéralement, des extraits desdits articles, afin qu'il ne reste dans l'esprit du lecteur aucun doute sur l'*a priori* des calculs et des critiques du savant général.

NOTE B. (Page 39.)

Le général Ulloa croyant — combien étaient-ils ceux qui en doutaient? — que la France pouvait immédiatement mettre en ligne une armée considérable, conseillait, vu l'obligation de respecter la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, de traverser le Rhin supérieur et d'occuper Sarrelouis et Landau; il ajoutait :

« La ligne du Rhin ainsi assurée les Français peuvent pousser vivement leur offensive contre la Prusse. Mais, entre tant de lignes d'opérations que présente l'Allemagne, entre tant et tant de routes qui du Rhin se dirigent sur Berlin, laquelle choisiront les Français? Je crois qu'ils choisiront celle qui conduit à Bamberg et de là marcheront sur Gera, tournant ainsi la gauche des Prussiens et imitant les évolutions exécutées par Napoléon qui tourna, par le Saint-Bernard, la droite de Mélas, et plus tard, en 1809, par Donawert, la droite de Marck.

« Dans le même temps les Français, profitant de leur très-grande supériorité maritime, forceront l'embouchure de l'Elbe afin d'opérer une grande diversion sur l'armée prussienne située le long de la ligne de ce fleuve. »

(*Diritto*, du 20 juillet 1870).

NOTE C. (Page 42.)

« Il faut noter avant tout que les nouvelles données par la presse périodique sur les mouvements et les forces des belligérants étaient peu exactes. On disait que la France avait rassemblé des forces énormes sur le Rhin et sur la Moselle.

. . . .

« Il semble aussi que la diplomatie française, si elle ne s'illusionnait pas sur la sympathie des Etats allemands du sud, comptait tout au moins sur leur neutralité.

. . . .

« Il paraît que les Français ont établi leur plan de campagne sur le faux espoir de la neutralité de la Bavière.

. . . .

« Maintenant que ce plan a été déjoué par l'attitude patriotique des Allemands, que feront les Français? le changeront-ils, le modifieront-ils ou y persévéreront-ils? Changer un plan de campagne en présence d'un ennemi valeureux et entreprenant... est une entreprise plus qu'ardue; on peut la dire impossible.

. . . .

« Les Français ne peuvent (non plus) y persister, parce qu'il est basé sur des données fausses; il est donc à supposer qu'ils le modifieront légèrement, selon les événements de guerre ultérieurs.

(*Diritto*, 7 août 1870).

NOTE D. (Page 48.)

« La cause donc d'une telle infortune de l'armée française (1) est non-seulement le faux plan de campagne, mais encore la mauvaise direction des opérations de guerre. L'absence d'un général en chef responsable produit toujours confusion parmi les soldats, rivalités et jalousies entre les généraux.

. . . .

« A notre avis les princes, quand ils ne sont pas semblables à un Gustave-Adolphe, à un Frédéric, à un Napoléon Ier, à un archiduc Charles, à un prince de Savoie, en somme quand ils n'ont pas de grands talents militaires, font beaucoup mieux de rester sous les voûtes dorées de leurs palais que sous les tentes dressées sur le champ de bataille. »

(*Diritto*, du 13 août 1870).

—

NOTE E. (Page 61.)

Lorsque parvint à Paris l'annonce de la défaite de Wissembourg, le bruit courut que le général Abel Douay avait été tué dans sa tente, pendant qu'il déjeunait, par un des premiers obus allemands.

D'autre part, les journaux officieux, probablement

(1) Wissembourg, Reichshoffen, Saarbrück.

pour pallier le tort qu'avait eu le général de se laisser surprendre, célébrèrent pompeusement son héroïsme chevaleresque et les talents de tacticien dont il avait fait preuve une fois l'action engagée. Enfin, *ils le tuèrent* dans une apothéose qui en imposa aux moins crédules, et fit reléguer la susdite rumeur au rang des plus viles calomnies.

C'est d'après ces assertions, semi-officielles, que le général Ulloa a consacré quelques lignes élogieuses à Abel Douay, tout en blâmant son manque de vigilance.

Or, il me revient de bonne part que la première version était la bonne, et que si quelque officier supérieur a montré à Wissembourg un vrai talent de capitaine, ce n'est pas le général Douay, frappé, à table, dès le commencement de la lutte.

Je n'affirme rien, mais, je le répète, j'ai de sérieux motifs de croire ce que j'avance, et, comme — à ma connaissance du moins, — aucun rapport officiel n'a été publié sur cette bataille, je me crois en droit de demander des éclaircissements aux intéressés, c'est-à-dire à la famille du général, et aux officiers dont la part de gloire aurait été subrepticement accaparée au profit de la mémoire d'un mort qui n'y possédait aucun droit.

Et, toujours à propos de la bataille de Wissembourg, j'ai une seconde question à poser: elle s'adresse principalement à un général marquis, célèbre, sous l'empire, par le *dandysme* de Madame la marquise, et célèbre, personnellement, depuis le commencement de la guerre civile, par sa sauvagerie envers les fédérés.

Donc, Monsieur de G., l'*anecdote* suivante est-elle vraie?

Lors du désarroi qui suivit l'attaque subite des Allemands sur les troupes campées devant Wissembourg et la mort du général en chef, les colonels de cavalerie présents se réunirent, et, décidèrent d'exécuter quelques charges, afin de donner à l'infanterie le temps de se rallier. L'un d'eux — M. de B. — en sa qualité de plus ancien en grade voulut prendre le commandement de l'opération. — Non, intervint M. de G., je suis nommé général et j'ai droit à la direction du mouvement. — Possible que vous soyez général, répondit M. de B., mais vous n'êtes pas encore reconnu, donc... — Douteriez-vous de ma parole! — Il ne s'agit pas de cela, mais... — Vous me rendrez raison de cette insulte! — A votre aise. — Immédiatement! — Comme vous voudrez...

On voit d'ici la scène : les deux colonels mettent le sabre au clair et sont sur le point d'entamer un combat singulier pendant que leurs soldats attendent sous la mitraille le bon plaisir de leurs chefs. Un tiers intervient, reproche à ces messieurs l'inconvenance de leur conduite, leur prouve que c'est forfaiture que de vouloir s'entr'égorger pendant que l'ennemi gagne du terrain, bref, les persuade : les adversaires ajournent leur rendez-vous d'*honneur* et... et chacun charge pour son compte sans s'inquiéter du plan d'ensemble et de l'utilité de ses efforts partiels!!...

Je regrette de n'avoir pas les preuves matérielles du

fait, sans cela j'eusse mis les noms en toutes lettres, mais, hélas ! j'en ai la presque certitude morale. Si j'ai été mal renseigné — ce que je désire — que l'un des champions de cette *singulière* querelle me déclare sur l'honneur que mon récit est faux.

—

NOTE F. (Pag. 72.)

Sur les causes des défaites de Wissembourg et de Reichshoffen, le général Ulloa me communique la note suivante :

« Il résulte des documents publiés par le général de Wimpffen, que le grand quartier-général avait été prévenu à temps, par le sous-préfet de Wissembourg, de l'approche de masses ennemies. Il paraît que l'on ne voulut d'abord pas y croire et Mac-Mahon ne fut averti que tard. A son tour ce dernier, n'attachant probablement pas une grande importance à cette nouvelle, ne se mit en marche que dans la journée du 4 août, c'est-à-dire douze heures environ après réception de la dépêche qui la lui annonçait. Voilà bien du temps perdu ! Si donc la faute principale des désastres de Wissembourg et de Reichshoffen doit être attribuée à l'empereur, il convient toutefois d'en mettre une partie à la charge de Mac-Mahon. »

—

NOTE G. (Page 95.)

« Les fructueux succès obtenus par les troupes confédérées d'Allemagne à Wissembourg, à Sarrebrück, à Wœrth, leur ont ouvert la route de Paris. Que les Français ne s'illusionnent donc pas; militairement parlant ils ne peuvent plus arrêter la marche des armées victorieuses, car, la droite de leur armée ayant été complétement battue en Alsace et le centre enfoncé à Forbach, les restes de leurs troupes sont obligés de se concentrer très-loin de l'échiquier de guerre, afin de pouvoir se réordonner avec calme et sans courir les périls de prochaines attaques. Ils abandonneront donc indubitablement les Vosges (ce qu'ils doivent déjà avoir fait) et se réfugieront sous Paris. »

(*Diritto*, 13 août 1870).

« L'armée française (1) ayant été repoussée dans Metz, et coupée de Châlons et de Paris, il ne reste aux Français qu'à faire un dernier et suprême effort devant Paris pour tenter là encore une fois la fortune des armes. »

(*Diritto*, 22 août 1870).

« Il ne reste à Bazaine qu'un seul espoir : celui d'être secouru par Mac-Mahon. Mais, Mac-Mahon peut-il, avec environ cent vingt mille soldats, abandonner le camp retranché qui le protége et marcher contre le prince

(1) Il s'agit de celle de Bazaine après Gravelotte.

héréditaire de Prusse, en courant le risque d'être, par celui-ci, surpris dans sa marche et battu? Et, d'un autre côté, peut-il rester à Châlons où, si Bazaine capitule, il encourt une défaite certaine et aussi le danger d'être coupé de Paris? Quant à moi, dans une aussi grave situation, je courrais défendre Paris en laissant un détachement à Châlons.

« A Paris, en recueillant la garnison de cette ville et celle de Lyon, en se renforçant des nombreux bataillons de volontaires et de gardes-mobiles, on pourrait tenter à nouveau le sort des armes et recommencer les prodiges de valeur de 1793. Mais, si la France ne se réveille pas pour combattre une guerre révolutionnaire, qu'elle ne compte plus pouvoir repousser l'invasion étrangère.

. . . .

« ... La guerre méthodique est maintenant impossible aux Français ; il ne leur reste plus qu'à commencer, et vite, la guerre nationale; et la victoire alors certainement sourira à leurs armes. » (*Diritto*, 26 août 1870).

Sur le même sujet le général Ulloa me communique la note suivante :

« Le journal l'*Italie* d'aujourd'hui (1er février 1872), dit que la *Gazette de Berlin*, en publiant la première partie des études militaires du général de Moltke, sur la campagne de 1870, déclare que si Mac-Mahon, au lieu de marcher au secours de Bazaine, se fût dirigé sur Paris, le plan des Prussiens aurait été *bouleversé.* »

—

NOTE H. (Page 114.)

Dans une savante étude (1), publiée d'abord en articles dans le *Diritto* en novembre 1870, puis en brochure le mois suivant, le général Ulloa démontre que la prétendue science militaire *nouvelle* des Prussiens consiste simplement dans l'habile application des principes depuis longtemps connus et employés par les hommes de guerre dignes de ce nom.

—

NOTE I. (Page 139.)

Dans son livre : *La deuxième armée de la Loire*, le général Chanzy dit aussi :

«... L'ennemi... entrait dans Orléans le 13 octobre (2), après avoir repoussé les quelques troupes, réunies à la hâte, avec lesquelles les généraux de Polhès et de la Motterouge avaient essayé de défendre le Loiret. »

Otons à César ce qui n'appartient pas à César : le général de Polhès n'a rien défendu du tout; bien mieux il quittait précipitamment Orléans, après une escar-

(1) La *Nuova strategia* et la *Nuova tattica prussiana.*

(2) Le général Chanzy commet ici une erreur de date, c'est le 11 au soir que les Bavarois entrèrent à Orléans.

mouche dans laquelle ses troupes avaient eu l'avantage, pendant que, de leur côté, les quelques Prussiens qui s'étaient aventurés jusqu'à quatre lieues de cette ville, se retiraient non moins précipitamment.

Ecoutons à ce sujet un témoin difficile à récuser :

« L'ennemi n'avait alors qu'un but : ravager les plaines de la Beauce, entre Pithiviers et Artenay, pour ravitailler l'armée assiégeante. Dans ses pointes hardies, au nord de la forêt d'Orléans, et sur plusieurs points différents à la fois, il ne se proposait qu'une chose : dérouter nos troupes et cacher ses réquisitions dont Toury et Pithiviers étaient les entrepôts.

. . . .

« Le 26 septembre, cinq à six cents cavaliers prussiens, du corps du prince Albert, s'avançaient dans la direction de Chevilly. Arrivés au hameau de la Croix-Briquet, ils furent chargés par cent cinquante dragons et hussards français, qui, se repliant à dessein, amenèrent l'ennemi sous le feu de la 8e compagnie du 3e bataillon des mobiles du Loiret, embusqués derrière le remblai du chemin de fer. L'ennemi déconcerté tourna bride, laissant sur le lieu du combat soixante hommes, tant tués que blessés, et entre nos mains deux prisonniers. La nouvelle de ce petit succès donna quelque confiance aux Orléanais dans les troupes dirigées par le général de Polhès. Aussi quels ne furent pas leur étonnement, leur stupeur et leur indignation, en apprenant le lendemain matin que l'armée française s'était

repliée, pour la seconde fois (1), sur la rive gauche, si précipitamment que huit cents hommes avaient été oubliés dans la forêt! Un conseil de guerre s'était tenu pendant la nuit, en présence de M. le préfet, et tous les généraux consultés par le général commandant de Polhès s'étaient prononcés pour l'évacuation d'Orléans, jugeant que toute résistance était impossible « devant des forces supérieures. » Il eût été préférable pour l'honneur militaire de M. de Polhès, d'envoyer, le jour, des éclaireurs sur le terrain, au lieu de recueillir des voix, le soir et à huis clos, sur un parti qu'il n'était pas obligé de suivre. Or, les forces supérieures signalées *par un seul cavalier français* fuyant, qui, peut-être, était un espion prussien déguisé, se réduisaient à six ou sept cents Prussiens, qui eux-mêmes, sur une dépêche reçue dans la journée, s'étaient repliés sur Toury et sur Châteaudun. »

L'Invasion prussienne de 1870. — I. Les Bavarois à Orléans, par l'abbé Th. Cochard. (Orléans. — Séjourné, libraire-éditeur. — 1871.)

—

NOTE J. (Page 147)

«... Du jour où nous parvint le télégramme qui an-

(1) La première fois c'était le 21, par ordre du général Peitavin... seulement cette fois il n'avait pas été tiré un coup de fusil. (N. du T.)

nonçait que les Prussiens avaient forcé la ligne de la Moselle et repoussé, à Mars-la-Tour, Bazaine sous Metz..., le séparant de Mac-Mahon qui se retirait sur Châlons..., nous dîmes : « Militairement parlant la campagne est perdue pour les Français. »

« En nous exprimant ainsi nous entendions dire qu'à la guerre méthodique il fallait substituer la guerre nationale ou révolutionnaire.

. . . .

«... Au lieu d'agir par grandes masses il fallait organiser beaucoup de petites armées répandues sur le vaste territoire de la France; retirer les garnisons des forteresses et des villes en les remplaçant par des volontaires; éviter les grandes batailles et faire cette guerre de positions et d'évolutions dans laquelle se montrèrent si habiles Turenne et Montecucculi sur le Rhin, Wellington en Portugal, et où déployèrent tant de courage et de constance les Turcs, contre les invasions des Russes, et les Espagnols contre la prépotence française.

« L'ennemi aurait ainsi été obligé d'éparpiller ses forces sur un vaste échiquier de guerre, d'étendre outre mesure son *front d'opération* et sa *ligne d'opération.*

. . . .

« ... Les Français auraient gagné un temps suffisant pour disposer de leurs immenses ressources militaires, concentrer et grossir leurs petites armées, et pouvoir enfin livrer une grande bataille à l'ennemi fatigué et affaibli.

« Il est vrai qu'un tel système était ardu lorsqu'à Paris étaient concentrées toutes les autorités et les ad-

ministrations et la plus grande partie des approvisionnements de guerre.

« Mais, ce qui eût été une difficulté insurmontable pour le gouvernement monarchique n'en est pas une pour la République, si elle sait se résoudre à restituer aux communes l'autonomie politique, et, durant la présente guerre, aussi la militaire.

. . . .

« Aujourd'hui plus que jamais il serait très-avantageux pour la France républicaine d'adopter la prudente tactique de Fabius. »

(*Diritto*, 21 septembre 1870).

ERRATA

Page IX, lignes 7 et 8. *Au lieu de :* « furent publiées en divers fragments. Suivant les circonstances, cette détermination » *lisez :* furent publiées en divers fragments suivant les circonstances. Cette détermination

Page 33, ligne 20. *Au lieu de :* « Rhin inférieur, » *lisez :* Rhin supérieur.

Page 48, lignes 14 et 15. *Au lieu de :* « il pensa plus à la stratégie qu'à la politique. » *lisez :* plus qu'à la stratégie il pensa à la politique.

Page 59, lignes 11, 12, 13. *Au lieu de :* « sur leurs armes et s'élancent contre les têtes de colonne du 11e corps : mais ils sont rechassés en désordre. » *lisez :* sur leurs armes, s'élancent contre les têtes de colonne du 11e corps et les rechassent en désordre. »











